

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

MINISTRY OF AGRICULTURE  
AND RURAL DEVELOPMENT

Programme de Promotion de l'Entreprenariat  
Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)

B.P. : 35157 Yaoundé

E-mail : [peajeunes@yahoo.fr](mailto:peajeunes@yahoo.fr)



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES PÊCHES  
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES  
AND ANIMAL INDUSTRIES

Youth Agropastoral Entrepreneurship  
Program (AEP-Youth)

Tél. : 222 20 90 90

Fax : 222 21 91 87

## RAPPORT ANNUEL 2016 DU PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT AGROPASTORAL DES JEUNES (PEA-Jeunes)

### ***RAPPORT D'EXECUTION***

*Période : Janvier - Décembre 2016*

**Avril 2017**

# TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux.....	.....
Fiche signalétique du Programme .....	i
Matrice de cadre logique du Programme .....	ii
<b>I. INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
1.1 Aperçu général .....	4
1.2 Rappel de la structuration du Programme .....	5
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables .....	5
Composante B : Accès aux services financiers.....	5
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif .....	5
Composante D : Coordination, Gestion, Suivi-évaluation, Gestion des connaissances .....	6
1.3 Rappel des objectifs du PTBA .....	6
<b>II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2016, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION. ....</b>	<b>7</b>
<b>RESUME DE LA MISE EN ŒUVRE DU PTBA 2016 AU 31/12/2016.....</b>	<b>7</b>
<b>2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2016 .....</b>	<b>8</b>
2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables .....	8
2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises.....	9
2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises .....	11
2.1.1.3 Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation .....	12
2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 31/12/2016	16
2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers.....	18
2.1.2.1 Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises .....	18
2.1.2.2 Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services .....	19
2.1.2.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escompté II au 31/12/2016	20
2.1.3 Composante C : Amélioration de l'environnement entrepreneurial.....	22
2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances .....	24
2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination .....	24
2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination.....	27
2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2016.....	28
<b>2.2 REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2016 AU 31/12/2016 .....</b>	<b>31</b>
<b>2.3 ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2016 au 31/12/2016 .....</b>	<b>34</b>
a) Marché des travaux.....	35
b) Marchés des biens .....	35
c) Marchés des consultants .....	35
<b>2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE SUPERVISION d'AVRIL 2016 .....</b>	<b>36</b>
<b>III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31/12/2016 .....</b>	<b>37</b>
3.1 Recrutement du personnel clé.....	37
3.2 Recrutement du reste du personnel cadre.....	37
3.3 Recrutement du personnel d'appui.....	38
3.4 Recrutement de la suite du personnel d'appui .....	39
<b>IV. LECONS APPRISES DES ACTIVITES MENEES.....</b>	<b>40</b>
<b>V. DIFFICULTES RENCONTREES .....</b>	<b>41</b>
<b>VI. CONCLUSIONS .....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>44</b>
Annexe 1 : Appendice 2 -cadre logique mis à jour avec les indicateurs SYGRI au 31/12/2016 .....	44
Annexe 2 : Appendice 3 -Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016- .....	48
Annexe 3 : Appendice 4 -Etat d'exécution des Indicateurs du PTBA 2016 au 31/12/2016-.....	57
Annexe 4 : Situation des marchés du PPM 2015 et 2016 au 07/10/2016.....	69
Annexe 5 : Réalisations physiques et financières du PTBA 2016 au 31/12/2016.....	71

## Liste des tableaux

Tableau 1: Détail du taux d'exécution physique de la composante A .....	16
Tableau 2 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2016 du produit 1.1 .....	16
Tableau 3: Analyse des indicateurs du produit 1.1 .....	16
Tableau 4 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2015 du produit 1.2.....	17
Tableau 5 : Analyse des indicateurs du produit 1.2 .....	17
Tableau 6 : Analyse des indicateurs d'effet escompté .....	17
Tableau 7: Détail du taux d'exécution physique de la composante B .....	20
Tableau 8 : : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016 .....	20
Tableau 9 : : Analyse des indicateurs du produit 2.1.....	21
Tableau 10 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II au 30/06/2016.....	21
Tableau 11 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C.....	23
Tableau 12 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016 .....	23
Tableau 13 : Analyse des indicateurs de produits 3.1 .....	23
Tableau 14 : Analyse des indicateurs de résultats atteints .....	23
Tableau 15 : Analyse des indicateurs du produit 3.2 .....	24
Tableau 16 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III au 31/12/2016.....	24
Tableau 17: Détail du taux d'exécution physique de la composante D .....	28
Tableau 18 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016 .....	28
Tableau 19 : Analyse des indicateurs de produits 4.1 au 31/12/2016.....	29
Tableau 20 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016 .....	30
Tableau 21 : Analyse des indicateurs de produits 4.2 au 31/12/2016.....	30
Tableau 22: Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2016 .....	30
Tableau 25 : Récapitulatif de réalisation/engagement financier par composante du PTBA 2016 .....	33
Tableau 25 : Récapitulatif de réalisation financière par composante du PTBA 2016 .....	33
Tableau 27 : Niveau de consommation par catégorie par rapport à la ligne de base au 31/12/2016.....	34
Tableau 28 : Niveau de consommation par convention au 31/12/2016 .....	34
Tableau 23 : Synthèse de l'état d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016 .....	36

## Liste des abréviations

AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ARMP	Agence de régulation des Marchés Publics
DID	Développement International Desjardins
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EMF	Etablissement de Microfinance
EPAB	Ecole Pratique de Binguela
Ff	Fonds de facilitation du PADMIR
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IAO	Institut Agricole d'Obala
IFR	Institution de Financement Rural
JDP	Journal des Projets
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale
PEA-Jeunes	Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes
PIE	Porteur d'initiative économique
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
SIR	Structure d'Incubation de Référence
SIE	Structure d'Incubation Existante
BIT	Bureau International du Travail

## Fiche signalétique du Programme

<b>Intitulé</b>	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)			
<b>Tutelles/Maîtres d'ouvrage</b>	MINADER & MINEPIA			
<b>Maître d'œuvre</b>	Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)			
<b>Coût total</b>	67 millions USD (33,5 milliards FCFA)			
<b>Schéma de financement</b>	<b>Source de financement</b>	<b>USD en million</b>	<b>CFA en milliards</b>	<b>%</b>
	FIDA 1	22,5	11,3	34
	FIDA 2	23	11,5	34
	GOUV	9,9	5,0	15
	EMF	9,4	4,7	14
	BENEF	2,1	1,1	3
<b>Entrée en vigueur</b>	12 février 2015			
<b>Durée</b>	6 ans			
<b>Zone d'intervention</b>	Régions du Centre, Sud, Littoral et Nord-Ouest.			
<b>Revue à mi-parcours</b>	2018			
<b>Achèvement</b>	12 février 2021			
<b>Clôture</b>	12 Août 2021			
<b>Première session du Comité de Pilotage</b>	02 juillet 2015			
<b>Objectif Global</b>	Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) appuyer les jeunes dans la création et la gestion d'entreprises agropastorales performantes à travers la fourniture de services financiers et non financiers adéquats ;</li> <li>(ii) promouvoir un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes.</li> </ul>			
<b>Résultats attendus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) la création de 4687 entreprises agropastorales et le développement de 353 entreprises existantes ;</li> <li>ii) l'augmentation d'au moins 30% du volume et de la valeur des ventes chez au moins 50% des jeunes promoteurs ;</li> <li>iii) l'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula des centres de formation agro pastorales ;</li> <li>iv) l'accroissement de l'offre de services financiers et non financiers en milieu rural ;</li> <li>v) l'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.</li> </ul>			

## Matrice de cadre logique du Programme

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
<b>But</b> Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro pastoraux du Cameroun	L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 30% pour au moins 50% des jeunes entrepreneurs ciblés, d'ici à 2021. La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de 5%, passant de X% <sup>1</sup> à Y% chez les filles et de X'% à Y'% chez les garçons d'ici à 2021. Réduction de Z% du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.	Études d'impact, Études Sygri Statistiques nationales Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition	Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme
<b>Objectif de développement</b> Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois	5040 entreprises dont 30% gérées par les femmes sont établies et créent au moins 20 160 emplois directs d'ici à 2021 Au moins 65% des entreprises sont fonctionnelles 3 ans après leur création 50% des jeunes promoteurs rapportent une augmentation d'au moins 30% du volume et de la valeur des ventes	Plan de Travail et Budget Enquête sur les ménages Rapports	Disponibilité des jeunes à participer au programme
<b>Composante 1 : Développement d'entreprises agro pastorales</b>			
<b>Effet escompté I.</b> L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré	Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt 80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées 80 % des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat	Évaluation d'effets Études de cas	Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entrepreneuriat agricole Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés
<b>Produit 1.1.</b> Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt	04 cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Mission de suivi et supervision Audit technique et opérationnel Rapports Base de données	
<b>Produit 1.2.</b> Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises	Au moins 10 structures incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui accompagnement des jeunes dans leurs entreprises 01 structure d'incubation de référence est promue	Mission de suivi Arrêtés du ministère Contrats de performance	
<b>Composante 2. Accès aux services financiers</b>			
<b>Effet escompté II.</b> L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15% 70 % des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	Evaluation d'effets Base de données	Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entrepreneuriat rural Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
<b>Produit 2.1.</b> Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place.	04 (quatre) nouveaux produits sont développés Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	Registre des contrats Rapports Enquêtes Mission de suivi et supervision	
<b>Composante 3 : Amélioration de l'environnement entrepreneurial</b>			
<b>Effet escompté III.</b> Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	Au moins 50 % des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	Enquêtes de satisfaction Client survey	Appropriation et intérêt des ministères de tutelle
<b>Produit 3.1.</b>	réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	Agrément du réseau	Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entrepreneuriat agro pastoral est établi	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Évaluation des adhésions	
<b>Produit 3.2.</b>	la politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée	Délibération des sessions parlementaires	
Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs, et l'environnement des affaires est amélioré	L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices		
<b>Composante 4 : Coordination, gestion, Suivi-évaluation, gestion des connaissances</b>			
La coordination et le suivi des activités est effective	1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	PTBA SSE Rapports des URAC et de l'UNAC	
La capitalisation des effets du programme est assurée	Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Stratégie de communication Supports de communication	

## I. INTRODUCTION

### 1.1 Aperçu général

Le Gouvernement du Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont convenu des Accords de coopération permettant de développer et d'implémenter des projets de développement rural. Cette coopération s'est matérialisée le 12 février 2015 par la signature de l'Accord de financement N°2000000-758 CM pour le financement et l'exécution du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PEA-Jeunes).

Le PEA-Jeunes est pertinent à plus d'un titre. Le Programme rentre en droite ligne dans la vision prospective 2035 du Gouvernement du Cameroun matérialisée dans son document d'orientation appelé Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020 adopté en 2009. Le Programme est aussi en adéquation avec le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014-2020 du Cameroun, notamment dans l'atteinte des objectifs spécifiques 1 et 3 qui s'intitulent : (i) accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie, pour réduire le déficit agro-alimentaire régional, et améliorer les revenus des producteurs et (ii) promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional.

Il trouve également son ancrage dans le deuxième objectif stratégique du Document de Stratégie du Portefeuille 2015-2019 du FIDA pour le Cameroun (COSOP) et qui s'intitule : « *Les petits producteurs ruraux et promoteurs d'entreprises agropastorales ont un meilleur accès à des services financiers et non-financiers performants ainsi qu'à des marchés rémunérateurs* ». Explicitement, cet objectif vise à augmenter les plus-values que les petits producteurs et entrepreneurs ruraux peuvent tirer de leurs produits en leur facilitant l'accès à des services marchands et des opportunités de marché (à travers l'amélioration et le développement d'infrastructures, le développement de réseaux et de produits financiers, le développement et renforcement de partenariat, le renforcement du cadre et des dispositifs institutionnels favorables au développement des filières et la promotion des investissements privés dans le secteur agricole).

Le PEA-Jeunes s'inscrit donc dans la stratégie de développement du secteur rural. Son objectif vise à soutenir le développement d'entreprises rentables gérées par les jeunes hommes et femmes, dans les filières agro pastorales porteuses, pour contribuer au développement d'une agriculture performante, lutter contre la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire.

De façon spécifique, il s'agira de : (i) fournir des appuis financiers et non financiers adéquats pour la création et la gestion d'entreprises agro-pastorales performantes par les jeunes et ; (ii) promouvoir le développement d'un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes.

La zone d'intervention s'étend dans les régions du Centre, Littoral, Sud et le Nord-ouest.

Il est attendu comme résultats à l'achèvement du programme en 2021 :

- ✓ La création de 5 040 entreprises (dont au moins 30% promues par des femmes) touchant environ 50 400 ménages ;
- ✓ 20 160 emplois directs consolidés ;
- ✓ l'accroissement de l'offre de formation de services financiers et non financiers en milieu rural ;
- ✓ l'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula de formation des centres d'incubation ;
- ✓ l'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.

Ces résultats devront entraîner en termes d'impacts : l'augmentation de l'accumulation de biens chez les jeunes entrepreneurs ciblés ; la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans et ; la réduction du pourcentage du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.

## 1.2 Rappel de la structuration du Programme

Le Programme PEA-Jeunes est mis en œuvre à travers trois composantes techniques et une composante de gestion à savoir : i) Développement d'entreprises agropastorales viables ; ii) Accès aux services financiers ; iii) Amélioration du cadre politique, institutionnel et législatif ; iv) Coordination, gestion, Suivi évaluation, gestion des connaissances.

### *Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables*

Cette composante vise à soutenir le développement d'initiatives économiques locales de jeunes, dans le secteur agro pastoral, à travers l'amélioration de l'offre de services non financiers fournie par des prestataires de proximité ou *structures d'incubation*. Elle comprend trois sous-composantes.

**La sous-composante A.1. Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises** consiste en des activités visant à : i) améliorer la connaissance des bassins ; ii) informer et sensibiliser les populations cibles ; iii) identifier et orienter les porteurs d'idées d'entreprises et ; iv) valider les dossiers.

**La sous-composante A.2. Appui à la création et développement d'entreprises agro-pastorales des jeunes** consiste à orienter les jeunes porteurs de projets viables vers une structure d'incubation où il suivra un parcours type et un accompagnement spécifique.

**La sous-composante A.3. Emergence et renforcement des structures d'incubation** porte sur des activités : (i) mettre en place le dispositif d'incubation du programme (structures d'incubation locales et régionales, structure d'incubation de référence et les référents), (ii) renforcer les capacités des structures d'incubation, (iii) développer les répertoires et la cartographie des acteurs et (iv) assurer le contrôle de qualité et l'évaluation continue de l'offre de services d'incubation.

### *Composante B : Accès aux services financiers*

L'objectif visé ici est de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs agropastoraux ruraux à faibles revenus à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle est structurée en deux sous-composantes notamment : (i) l'appui au financement des entreprises et (ii) l'amélioration de la qualité des services financiers.

**La sous-composante B.1. « Appui au financement des entreprises »** se mettra en œuvre à travers les instruments de financement ci-après : (1) la subvention partielle d'incitation consentie par le Programme dans le cadre du soutien à la création et au développement de l'entreprise agropastorale ; (2) le crédit productif octroyé par les institutions financières rurales (IFR), dans le cadre d'une relation d'affaires adossée à des projets rentables.

**La sous-composante B.2. « Amélioration de la qualité des services financiers »** a pour objectif d'appuyer l'offre et la demande de services financiers selon les standards et les meilleures pratiques afin d'augmenter et de pérenniser l'accès des entrepreneurs ruraux, en particulier des jeunes, au financement adapté à leurs activités.

### *Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif*

Ici, il s'agit de créer un environnement favorable au développement des entreprises agro pastorales, ce qui implique d'une part la mise en place et le renforcement des capacités des structures et organes concernés et d'autre part la formulation de politiques adéquates y compris l'accès à la terre et la sécurisation foncière. La composante C comprend deux sous-composantes.



*La sous-composante C.1. Mise en place d'un cadre organisationnel propice* consiste à mettre en place des réseaux de jeunes entrepreneurs agropastoraux et ceux d'entrepreneurs référents. *La sous composante C.2. Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral*, vise à favoriser la participation du public cible et des différentes parties prenantes du programme, notamment les structures d'incubation et prestataires dans le dialogue politique avec le Gouvernement pour la création d'un cadre politique et législatif qui favorise le développement de l'entrepreneuriat des jeunes au Cameroun.

#### *Composante D : Coordination, Gestion, Suivi-évaluation, Gestion des connaissances*

La composante D a pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des outils, approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer le processus de suivi et d'évaluation. La composante aura également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agropastoral y compris l'entrepreneuriat des jeunes.

### **1.3 Rappel des objectifs du PTBA**

La mise en œuvre des activités du PTBA 2015 s'est poursuivie jusqu'en 2016. Parallèlement, le PTBA de l'année 2016 en dépit des difficultés rencontrées avec les partenaires stratégiques, a été soumis au Comité de Pilotage en sa session du 30 mars 2016. L'exécution de ce PTBA a démarré le 1er juin 2016 avec l'avis de non objection du FIDA du 31 mai 2016.

Le PTBA 2016 s'est inscrit dans la continuité de celui de 2015 et de manière générale dans la suite des objectifs du programme. Le PTBA 2016 s'est assigné comme objectif la création de 308 Très Petites Entreprises et le développement de 22 petites entreprises à travers les dispositifs d'accompagnement non financier et financier du Programme. Aussi les différentes études nécessaires à la mise en œuvre cohérente des activités du Programme étaient projetées pour être réalisées au cours de cette année. Le coût total dudit PTBA est de 3 591 981 340 F CFA, dont 76,27% pour le FIDA, soit 2 739 715 915 F CFA ; 19% de Fonds de contrepartie de l'Etat, soit 681 574 500 F CFA auxquels il faut ajouter les taxes pour un montant de 175 245 399 F CFA (5%).

Le présent rapport d'activités présente l'état d'avancement du Programme sur la période allant de septembre à décembre 2016, notamment l'état d'exécution des activités prévues, l'exécution du plan de passation du marché, l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 05 au 19 avril 2016, l'état d'exécution financière du budget prévu, la situation du personnel, les leçons apprises, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et solutions proposées et, enfin la conclusion.

## II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2016, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION.

### RESUME DE LA MISE EN ŒUVRE DU PTBA 2016 AU 31/12/2016

Les activités prévues par le PTBA 2016 ont été effectives, exécutées dans leur très grande majorité et ont livré des résultats. Quelques activités techniques ont connu des retards et n'ont pu être exécutées entièrement à cause d'un certain nombre de contraintes qu'il fallait lever. L'exécution des activités externalisées est mitigée.

En effet, l'opérationnalisation et le renforcement des URAC sont effectifs. Les Comités Régionaux de Validation (CRV), structures intermédiaires de sélection des idées de projet ou de validation des requêtes de financement ont été mis en place, renforcés et sont opérationnels. Les structures de facilitation et d'incubation ont démarré leur collaboration avec le PEA-Jeunes et des résultats atteints sont en nette amélioration.

Le dispositif d'appui au financement des entreprises est effectif avec la mise en place du guichet de transit, le conventionnement avec les IFR, l'élaboration des manuels et procédures de gestion. Le financement des jeunes, bien que très faibles par rapport aux prévisions, est effectif avec un total de 57 jeunes ayant reçus les appuis du programme en kits d'installation et des entreprises sont en cours de création.

Les études de base qui visent à donner une lisibilité aux interventions du projet ont été menées à terme (caractérisation des bassins de production, situation de référence, SYGRI, etc.). Toutefois, certaines activités majeures comme l'étude de faisabilité de la structure d'incubation de référence, les études techniques complémentaires et le renforcement des structures d'incubation n'ont toujours pas démarré.

Pour ce qui est des activités externalisées, signalons que la mise en œuvre des activités avec les partenaires techniques s'est poursuivie avec DID et dans une certaine mesure avec PADMIR en dépit du niveau peu satisfaisant des performances attendues. Cependant, la situation n'a pas beaucoup évolué avec MASHAV et BIT. Bien que MASHAV ait démarré l'assistance technique avec des missions au Cameroun, cette assistance s'est estompée malgré les paiements des ressources prévues dans le cadre du contrat 2016. C'est également la même situation avec BIT, mais cette organisation a pris des dispositions pour permettre à l'assistance d'être opérationnelle dès janvier 2017.

S'agissant du personnel du Programme, tous les cadres ont été recrutés et ont été opérationnels. Toutefois, le programme a connu en 2016 la démission du Responsable en charge de la Communication, du Responsable Administratif et Financier, du Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation et du Comptable. Des dispositions ont été prises pour assurer la continuité de la mise en œuvre des activités. Un Responsable Administratif et Financier par intérim accompagne le Programme mais le processus de son accréditation officielle a pris du temps et n'a pas facilité le déroulement sans perturbation des activités du Programme. En outre, le personnel d'appui des URAC a été recruté et affecté dans les régions.

Globalement, la performance d'exécution des activités techniques du programme au 31 décembre 2016 est de 65% avec une performance financière de 55,72% (sans engagement). En considérant la situation avec engagement, le taux d'exécution financière du PTBA 2016 est de 91,53%.

La décomposition par composante du taux d'exécution du PTBA est la suivante :

COMPOSANTES	Taux de réalisations techniques (31/12/2016)	Taux de réalisations financières (31/12/2016)
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	79%	52,96
Composante B : Accès aux services financiers	59%	50,92
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	0,00%	0,00
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	81%	66,24
<b>MOYENNE (Taux d'exécution du PTBA)</b>	<b>65%</b>	<b>55,72%</b>

Le tableau montre que le taux d'exécution technique est supérieur au taux d'exécution financière. L'écart s'explique par le fait que plusieurs activités exécutées ont reçu seulement des avances et les reliquats à payer ne sont pas encore effectués. Il est prévu de les payer seulement après la fourniture des documents finaux (rapports, procès-verbaux des prestations) et cela conformément à la procédure d'exécution des dépenses publiques.

Toutefois, cette performance physique présente uniquement un taux d'exécution retraité avec accent mis sur l'exécution des activités considérées comme techniques. En considérant l'ensemble des activités du PTBA 2016 (techniques et non techniques), le taux d'exécution au 31 décembre 2016 s'élève à 97%.

Enfin, des leçons ont été apprises des difficultés rencontrées. Les activités majeures du PTBA 2016 non exécutées seront reportées en 2017 et vont connaître une accélération afin que les résultats prévus soient atteints dans les délais.

Les principaux résultats obtenus de l'exécution des activités se présentent par composante comme suit.

## 2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2016

### 2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Avec un taux de réalisations physiques de 75% les principales réalisations de la composante A sont comme suit :

## PRINCIPALES REALISATIONS

- 18 rapports de l'étude de caractérisation des bassins et des filières disponibles
- 16 facilitateurs des 4 ONG formés sur l'utilisation des supports de facilitation de l'émergence d'idées de projet
- Signature de conventions avec 5 structures d'incubation pilotes
- Accompagnement/Incubation de 285 PIE
- 57 jeunes PIE dotés de kits d'installation et de renforcement
- 10 conseillers d'entreprises mis en place au sein des structures d'incubation

**Effet escompté I :** L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré

Cette composante visait les objectifs suivants : (i) une étude sur les potentialités des bassins et des filières de la zone d'intervention du Programme est réalisée; ii) cinq cent (500) jeunes dans les bassins de production sont sensibilisés, informés et orientés ; (iii) cinq (05) structures d'incubation au niveau local accompagnent des jeunes porteurs d'initiatives économiques ; (iv) 308 TPE créées et 22 PE développées par les jeunes dont 30% de femmes ; (v) les études techniques de faisabilité de la structure de référence sont réalisées.

### 2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises

#### a) Activités prévues

La stratégie de cette sous-composante A1 repose sur (i) la Connaissance des bassins et des filières ; (ii) l'information et sensibilisation, (iii) les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande, (iv) l'animation des bassins et émergence d'idées d'entreprises et, (v) la validation des requêtes et orientation.

En ce qui concerne la Connaissance des bassins et des filières, il était prévu de réaliser une étude de caractérisation des bassins et des filières. L'information et sensibilisation prévoyait de : (1) concevoir les supports d'information et de (2) produire les outils d'information et de sensibilisation. Les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande visaient à (3) contractualiser avec des prestataires de services non financiers, (4) organiser un atelier national de renforcement des capacités de seize (16) agents de structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports et, (5) assurer la facilitation de l'émergence de 500 idées de projet par 4 prestataires de services non financiers. L'animation des bassins et émergence d'idées d'entreprises visait à (6) organiser une (01) campagne d'animation des bassins par les prestataires de services non financiers dans les bassins de production. Enfin la validation des requêtes et orientation quant à elle prévoyait (7) d'organiser une session de sélection/validation des idées de projets par région.

#### b) Activités réalisées et résultats atteints

##### *1. Connaissance des bassins et des filières*

Au 31/12/2016, l'étude de caractérisation des bassins et des filières a été réalisée et les 18 rapports finaux de l'étude sont disponibles.

En effet, après élaboration des TdR de l'étude et sélection des consultants international et nationaux (16 consultants) ainsi que la désignation des agents de collecte de données (AVZ), l'équipe et les cadres du Programme ont participé à l'atelier méthodologique du 04 au 07 juillet 2016. La collecte des données s'est déroulée du 08 juillet à fin août. Les rapports provisoires par région ont été produits et ont été restitués du 28 octobre au 04 novembre 2016. La restitution nationale a eu lieu le 28/11/2016. Des commentaires ont été donnés pour l'amélioration des rapports. Les rapports définitifs de l'étude des bassins ont été déposés à la CNCG le 16 décembre 2016.

Le retard accusé est surtout dû aux contraintes financières rencontrées pour faciliter le processus, entre autre du fait de la démission du RAF (problème de double signature).

## *2. Concevoir les supports d'information*

Au 31/12/2016, la conception des différents supports prévus (plaquettes, dépliants et affiches français-anglais format A2, calendrier mural, agendas, etc.) a été réalisée avec la collaboration d'un prestataire de services (ETS SARKANGE) et l'appui d'un cabinet de communication (IDEE NEUVE).

## *3. Produire les outils d'information et de sensibilisation*

Au 31/12/2016, ces outils ont été produits et livrés à l'exception des agendas.

En effet, le PEA-Jeunes a procédé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 à la production des T-shirt et pendant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 à la production des plaquettes et dépliants qui ont servi à mener des campagnes de sensibilisation lors de la participation aux différents événements majeurs. La production des affiches français-anglais format A2 et des calendriers et une bonne quantité de dépliants a suivi au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016. Les différents supports de communication du programme sont conçus et produits

## *4. Contractualiser avec des prestataires de services non financiers*

Quatre prestataires de service non financiers (ONG de facilitation) ont été sélectionnés et contractualisés (SAILD dans le Centre, Agro PME dans le Littoral, CAIPE dans le Sud, SIRDEP dans le Nord-Ouest). Des négociations sur leurs propositions financières ont eu lieu. Les contrats de service ont été signés les 02 et 03 novembre 2016 après avis de non objection du FIDA.

## *5. Organiser un atelier national de renforcement des capacités de seize (16) agents de structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports*

La formation des agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation de l'émergence d'idées de projet a été organisée du 13 au 15 octobre 2016. Vingt (20) facilitateurs et superviseurs de 04 ONG de facilitation ont participé au côté de 11 cadres du programme soit un taux de réalisation de 125%. Y ont pris part 19 hommes et 01 femme.

## *6. Organiser une (01) campagne d'animation des bassins par les prestataires de services non financiers dans les bassins de production*

L'étude de caractérisation des bassins de production a identifié un certain nombre de partenaires locaux. Un atelier organisé les 19 et 20 janvier a permis d'identifier les actions communes à mener par ces acteurs locaux en les intégrant dans la démarche de mise en œuvre du programme. Il restera en 2017 à conventionner avec les partenaires devant accompagner l'animation des bassins et la mise en œuvre du PEA-Jeunes à différents niveaux (bassins, région et national).

## *7. assurer la facilitation de l'émergence de 500 idées de projet par 4 prestataires de services non financiers.*

Cette facilitation a été conduite par 04 structures. La facilitation s'est déroulée du 17 au 31 octobre 2016 dans les bassins de production et a permis l'émergence de 765 idées de projets portées par 517 hommes et 248 femmes. A l'issue de cette facilitation, il a été élaboré :

- 01 fichier préliminaire des jeunes éligibles,
- le diagnostic sommaire de la situation de 765 jeunes,
- 765 fiches d'idées de projets.

## *8. Organiser une session de sélection-validation des idées de projets*

La sélection/validation des idées de projets s'est organisée de manière simultanée du 02 au 05 novembre 2016 dans les 04 CRV régionaux. 525 idées de projet (portées par 364 hommes et 161 femmes) sur les 765 issues de la facilitation étaient soumises à examen.

Au terme de cette évaluation, 353 idées (portées par 238 hommes et 115 femmes) ont été sélectionnées/validées. 251 idées (portées par 151 hommes et 53 femmes) ont été ajournées pour la prochaine cohorte en 2017, en raison de la nécessité d'un temps d'incubation un peu plus long.

### **c) Taux d'exécution physique**

La sous-composante A1 a enregistré un taux d'exécution physique de 88%.

#### 2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises

##### **a) Activités prévues**

La stratégie de la sous-composante A2 repose sur (i) l'identification et conventionnement des prestataires de services non financiers ; (ii) le fonctionnement des comités de validation ; (iii) les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2 ; (iv) la validation des requêtes de financement ; (v) la mise en place des kits d'installation et de renforcement et (vi) la mise en place des kits d'installation.

En ce qui concerne l'identification et conventionnement des prestataires de services non financiers, il était prévu de (1) conventionner avec cinq (05) structures pilotes d'incubation. Le fonctionnement des comités de validation consistait à (2) former les membres des CRV sur leur rôle et attributions, et sur les outils de sélection des jeunes et la validation de leurs plans d'affaires. Les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2 visaient à (3) assurer l'accompagnement de 300 jeunes dans les structures d'incubation. La validation des requêtes de financement prévoyait (4) d'organiser une session de sélection-validation des requêtes de financement de 330 jeunes porteurs d'initiatives économiques. Enfin, la mise en place des kits consistait à (5) mettre en place 308 kits d'installation et 22 kits de renforcement.

##### **b) Activités réalisées et résultats atteints**

###### *9. conventionner avec cinq (05) structures d'incubation pilotes*

Les conventions et cahiers de charges ainsi que le barème des prix de prestation ont été élaborés, négociés et validés en accord avec les structures d'incubation. L'avis de non objection du FIDA du 06 octobre 2016 a permis de procéder le 08 novembre à une renégociation du contenu financier des contrats avec les SIE. Un second ANO du FIDA du 18 novembre a permis de finaliser les différents documents contractuels et leur signature a eu lieu du 24 au 25 novembre 2016.

###### *10. former les membres des CRV sur leur rôle et attributions, et sur les outils de sélection des jeunes et la validation de leurs plans d'affaires.*

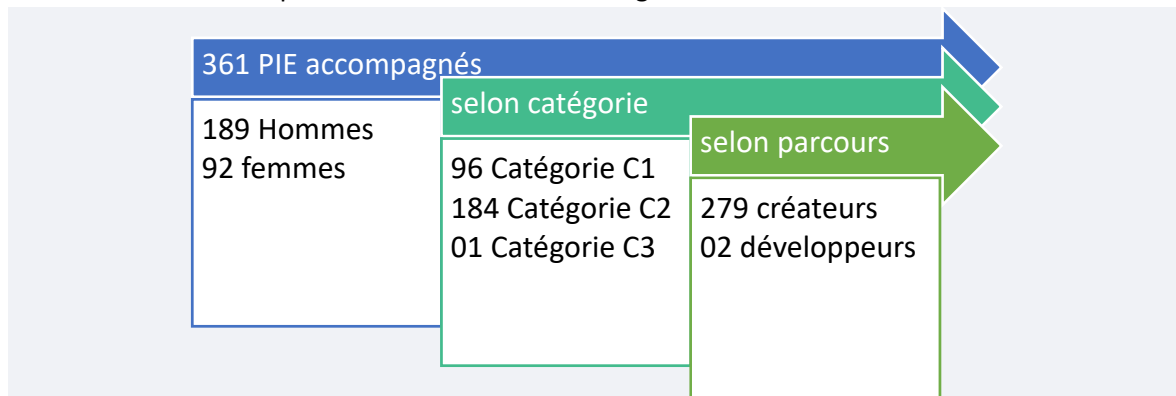
La formation des membres des CRV s'est déroulée du 25 au 26 octobre 2016 à Ebolowa, avec la participation de 20 personnes sur les 28 prévues, soit un taux de réalisation de 71,42%. Les 04 représentants du Réseau national des Jeunes entrepreneurs n'ont pas été présents car réseau non encore créé.

Les CRV ont été créés et leur composition constatée par la cotutelle. Les membres des 04 CRV ont été installés au 08/08/2016. Tous les coprésidents des CRV ont reçu chacun le Document de conception du programme, les manuels d'exécution technique du programme ainsi que le manuel des procédures administratives, financières et comptables.

###### *11. Assurer l'accompagnement de 300 jeunes dans les structures d'incubation*

L'accompagnement (l'incubation) a démarré simultanément dans les SIE de chacune des 04 régions du programme le 14 novembre 2016, avec 285 porteurs d'idées de projets (189 hommes et 96 femmes). Au terme du processus d'accompagnement, 281 PIE (189 hommes et 92 femmes) ont été accompagnés. La répartition régionale de 281 jeunes PIE montrent qu'ils provenaient de : 46 du Sud (32 hommes et 14 femmes), 43 du Littoral (36 hommes et 7 femmes), 143 du Centre (95 hommes et 48 femmes) et 49 du Nord-Ouest (26 hommes et 23 femmes).

Parmi ces PIE, 70 appartenait à la Catégorie C1, 110 à la catégorie C2 et 01 à la catégorie C3. Egalement, 279 sont en parcours créateur (TPE) et 02 en parcours développeur (PE). L'essentiel des PIE est dans le maillon production dans les filières végétales et animales.



### 12. Organiser une session de sélection-validation des requêtes de financement de 330 jeunes porteurs d'initiatives économiques

La sélection/approbation des plans d'affaires (projets) s'est organisée de manière simultanée du 15 au 17 décembre 2016 dans les 04 CRV régionaux. 281 projets (portés par 192 hommes et 89 femmes) à l'issue de l'incubation.

Sur les 281 projets soumis à examen, 259 portés (169 hommes et 90 femmes) ont été validés pour financement, et 22 projets retardés pour correction. La répartition de ces projets par région indique 43 plans d'affaires dans le Sud (32 hommes et 14 femmes), 48 dans le Nord-Ouest (26 hommes et 22 femmes), 31 dans le Littoral (25 hommes et 06 femmes) et 134 dans le Centre (88 hommes et 46 femmes). Enfin, 22 projets ont été retardés pour correction de quelques détails du plan d'affaires.

### 13. Mise en place des kits d'installation et de renforcement.

Il était prévu de mettre en place 330 kits dont 308 kits d'installation et 22 kits de renforcement. L'octroi des kits aux jeunes a été fortement retardé à cause des contraintes de double signature (démission du RAF).

*Au 31/12/2016, 57 jeunes PIE sur 330 ont reçu des appuis en Kits pour un total de 67 093 750 (dont 57 993 612 F CFA kits d'installation et 9 100 138 F CFA kits de renforcement) et mettent en place leurs entreprises.*

#### c) Taux d'exécution physique

Au 31 décembre 2016, le taux d'exécution physique de la sous-composante A2 est de 76%.

#### 2.1.1.3 Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation

##### a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A3 repose sur (i) le Renforcement des capacités des structures d'incubation ; (ii) le fonctionnement des structures d'incubation existantes et ; (iii) la structure d'incubation de Référence.

Concernant le renforcement des capacités des structures d'incubation, il s'agissait de : (1) mettre en place dix (10) conseillers d'entreprises au sein des SIE ; (2) organiser une formation de 10 conseillers des structures d'incubation en éducation financière selon la méthodologie CGAP ; (3) assurer l'assistance technique avec le BIT ; (4) assurer l'assistance technique de MASHAV pour le

diagnostic et le renforcement des structures d'incubation locales ; (5) équiper les 10 conseillers en motos et ordinateurs portables (10).

Le fonctionnement des structures d'incubation existantes prévoyait (6) d'assurer le fonctionnement des 10 conseillers et des 05 structures d'incubation. Pour ce qui est de la structure d'incubation de Référence, il était question de (7) sécuriser les deux sites devant abriter la structure d'incubation de Référence et ; (8) réaliser les études techniques pour la mise en place de la structure d'incubation de Référence et (9) réaliser les études techniques spécifiques complémentaires de référence par MASHAV.

### **b) Activités réalisées et résultats atteints**

#### **1. Mettre en place dix (10) conseillers d'entreprises au sein des SIE**

La désignation des conseillers des structures d'incubation a eu lieu. Les 10 conseillers sont mis en place, dont 01 femme et 09 hommes, soit un taux de réalisation de l'activité de 100%.

#### **2. Organiser une formation de 10 conseillers des structures d'incubation en éducation financière selon la méthodologie CGAP**

Cette formation n'a pas eu lieu.

#### **3. Assurer l'assistance technique avec le BIT**

La convention de partenariat avec le BIT a été signée le 1<sup>er</sup> avril 2016. Un plan de travail 2016 a été élaboré le 06 juillet. Le BIT a assujéti le démarrage des activités à la réception du paiement direct de fonds pour l'exécution des activités du plan. Ce paiement a été effectif et confirmé officiellement le 30 septembre 2016 par le BIT.

Néanmoins, le BIT a démarré avec les étapes préparatoires au fonctionnement en 2017 de l'assistance technique, notamment :

- ✓ le processus d'acquisition de l'équipement informatique et du matériel du projet a été complété.
- ✓ les bureaux de l'équipe du projet au sein du bureau de l'OIT ont été aménagés.
- ✓ le recrutement du Coordinateur National du Projet a été finalisé et le Coordinateur prendre fonction lundi 16/01/2017.
- ✓ le recrutement de l'assistant(e) administrative et financière est en cours et le processus s'achèvera dans le courant du mois de Janvier. La personne sélectionnée sera recrutée dans le mois de Février 2017.
- ✓ le consultant (Maitre Formateur GERME) qui procèdera à l'analyse des besoins en formation et à la formation des formateurs des structures d'incubation et des facilitateurs a été identifié et il a confirmé sa disponibilité pour commencer le processus de formation des formateurs (identification des besoins et sélection) en Février.
- ✓ le processus d'acquisition des Jeux d'entreprise GERME a été entamé.
- ✓ la méthodologie du diagnostic de l'environnement des affaires du secteur agro-pastoral discutée avec le Département Entreprise de l'OIT à Genève.

#### **4. Assurer l'assistance technique de MASHAV pour le diagnostic et le renforcement des structures d'incubation locales**

Une **mission de trois experts israéliens** (composée de Dr MOSHE, consultant du Centre Israélien de Coopération Internationale pour le Développement Agricole (CINADCO) ; Mme NINA LEHMAM, Responsable formation au CINADCO, et Mme TALYA David, Chargée de projets et point focal PEA-jeunes auprès de l'Agence Israélienne pour la Coopération au Développement (MASHAV)) a été réalisée au Cameroun **du 01 au 19 février 2016**. L'objet de la mission était de finaliser le diagnostic des structures d'incubation et de leur programme de formation, en vue du renforcement de leurs capacités (logistique, infrastructurelle et humaine).

A l'issue de cette mission (et de la signature de la convention de partenariat avec MASHAV), **un plan d'activités a été proposé dont celles de 2016 à prendre en compte dans le PTBA de l'année**. Une



mission de diagnostic conduite par une équipe de deux consultants israéliens a séjourné au Cameroun du 14 juin au 05 juillet 2016 à l'effet de finaliser le diagnostic des structures d'incubation et de proposer un plan de renforcement des structures d'incubation existantes. Toutefois, c'est seulement le 27 septembre que le rapport de mission a été déposé au PEA-jeunes par MASHAV. Ce dernier exigeait le paiement de l'assistance technique prévue avant envoi du rapport, malheureusement la demande de paiement direct a connu des retards à cause des incompréhensions avec la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA-entité de gestion de la dette publique). Ces paiements ont été effectifs en septembre 2016 mais jusqu'au 31/12/2016, MASHAV ne se déploie pas toujours au PEA-Jeunes. La désignation d'un assistant technique auprès du PEA-Jeunes pour accompagner la mise en œuvre de l'assistance est attendue.

#### 5. *Equiper les 10 conseillers en motos (10) et ordinateurs portables (10)*

Les 10 conseillers d'entreprises mis en place ont été équipés avec 10 motos tout terrain et 10 ordinateurs portables.

La cérémonie de remise solennelle couplée à la sortie de 281 PIE des incubateurs, présidée par le Ministre de l'agriculture qu'accompagnait le Ministre de l'élevage, le Ministre de la jeunesse et le Ministre de la promotion de la femme et le FIDA a eu lieu au PEA-Jeunes le 19 décembre.

#### 6. *Assurer le fonctionnement des 10 conseillers et des 05 structures d'incubation*

La prise en charges des frais de fonctionnement des conseillers et des premières structures d'incubation a démarré en novembre 2016 avec le début de l'accompagnement des PIE en incubation.

#### 7. *Sécurisation des deux sites devant abriter la structure d'incubation de Référence-SIR*

Le processus de sécurisation des sites de la SIR est en cours et n'est pas achevé. Afin de sécuriser les sites de la SIR, plusieurs activités sont prévues. Il s'agit de la sensibilisation des autorités traditionnelles et des populations locales ; l'organisation de la levée topographique et d'arpentage du site ; l'obtention de la Déclaration d'utilité publique sur le site, la constitution d'une commission technique départementale de constatation des mis en cause sur le site, l'implémentation des activités de la commission et production des procès-verbaux du site ; le paiement de l'état de cession, la signature de l'arrêté d'expropriation et d'indemnisation, et la cession définitive du site au MINADER/MINEPIA par l'établissement du titre de propriété.

Les réalisations suivantes étaient effectuées :

- Une mission de sensibilisation, d'identification de négociation et délimitation des sites devant abriter la structure d'incubation de référence a été organisée du 09 au 13 février 2015 ; ceci avec la participation des chefs de cantons et chefs traditionnels ainsi qu'une trentaine de personnes physiques locales.
- La délimitation et l'élaboration du plan de masse des sites ont eu lieu avec levées topographiques, et avaient donné les résultats suivants :
  - ✓ Site de BALAMBA : superficie de 4 409 hectares
  - ✓ Site de GOUGAN I : superficie de 46,313 hectares.
- **La signature de la Déclaration d'Utilité Publique des sites** (Goufan I & Balamba) pour abriter la SIR est intervenue le 16 septembre 2016. Elle a été accompagnée d'une mission officielle d'établissement de l'état des lieux des sites de Goufan I et Balamba du 22 au 24 septembre 2015 et qui a confirmé les superficies ci-dessus.
- **Le 02 octobre 2015**, une mission du préfet du Mbam & Inoubou (département de rattachement des sites de la SIR) est effectuée au PEA-Jeunes pour discuter de la constitution de la Commission Technique départementale élargie devant effectuer les travaux préalables à l'attribution définitive au MINADER/PEA-Jeunes par le MINDCAF des sites de Goufan I et de Balamba.

Pour l'année 2016, il s'agissait d'évaluer les biens mis en cause dans le cadre de la sécurisation desdits sites, de procéder au bornage, d'évaluer et de payer l'état de cessions au trésor public, et enfin de produire un rapport à transmettre au ministère en charge des questions foncières en vue de la signature du décret d'expropriation, de procéder à la liquidation des indemnisations et d'établir au profit du PEA-Jeunes des titres de propriété.

Depuis le 30/06/2016, les termes de références des travaux de sécurisation par la Commission Technique Départementale avaient été adoptés avec un plan de travail et le budget de travail approuvé par le MINADER.

Les travaux de sécurisation ont démarré le 29 juillet 2016. Les activités de sensibilisation des populations locales, de bornage et d'évaluation des biens mis en cause ont été effectuées. Le bilan à mi-parcours a été présenté au ministre MINADER le 02 septembre 2016 à Balamba. Le PV de bornage, les rapports des sous-commissions d'évaluation des biens mis en cause ont été produits. L'état de cession des terres au PEA-Jeunes a été évalué et approuvé par le MINADER pour paiement, qui a eu lieu le 23 novembre 2016 aux recettes domaniales de Bafia. Ce paiement a permis de finaliser le rapport des travaux qui ont été restitués le 04 janvier avec signature par tous les membres du PV définitif de la Commission de sécurisation.

Les superficies retenues par la Commission sont désormais les suivantes :

- ✓ Site de BALAMBA : superficie de **3 268 hectares 03ares 38 ca**
- ✓ Site de GOUFAN I : superficie de **45 hectares 17ares 91 ca**.

L'écart par rapport aux relevés antérieures s'explique par le fait qu'il a été convenu de reculer les limites du site de Balamba de 1,5Km de profondeur le long de la principale routes (voie nationale N3) pour d'éventuelles activités économiques des populations, afin d'éviter de déplacer les riverains.

Le rapport final de bornage et d'évaluation de la Commission Technique Départementale a été transmis au Ministère des Domaines et du Cadastre le 12 janvier 2016 pour suite de la procédure (décret d'expropriation, Indemnisation, Titre foncier).

Le retard accusé est dû au retard dans le paiement de l'état de cession et dû aux contraintes financières du programme (accréditation de la signature du RAF par intérim), ce qui a fortement retardé l'avancement de la sécurisation.

#### *8. Réalisation les études techniques de référence de la mise en place de la structure d'incubation de Référence*

Cette étude n'a pas démarré. Un Comité mis en place a procédé à l'examen des dossiers de manifestation d'intérêt les 21 et 22 mars 2016. Suite à l'avis de non objection du FIDA sur le rapport de pré-qualification, la demande de proposition a été envoyée aux cabinets pressentis le 23 juin 2016. L'ouverture des offres a eu lieu le 23 août. Au terme de l'analyse, Le rapport de l'analyse des propositions techniques a été transmis au FIDA le 19 septembre pour ANO. L'ANO de novembre a permis d'ouvrir les offres financières. La sous-commission a finalisé le rapport combiné qui a été restitué le 24/11/2016 à la CSPM. Ce rapport sera transmis au PEA-Jeunes et envoyé le 02 décembre pour non objection du FIDA obtenu le 21 décembre 2016. Les négociations sont en cours en vue de la signature du contrat de services avec le prestataire en vue du démarrage de l'étude de faisabilité.

9. Réaliser des études techniques spécifiques complémentaires de référence par MASHAV. Cette étude n'a pas démarré.

#### **Taux d'exécution physique**

Au 31/12/2016, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante A3 est de 62%.

**Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante A au 31/12/2016 est de 75 % détaillé comme suit :**

Tableau 1: Détail du taux d'exécution physique de la composante A

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises	88%
Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises	76%
Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation	62%
<b>Taux d'exécution Composante A</b>	<b>75%</b>

#### 2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 31/12/2016

#### **Produit 1.1 : Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt**

Tableau 2 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2016 du produit 1.1

Résultats intermédiaires Prévus	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
1. Une étude de caractérisation des bassins est effectuée	Un rapport d'étude	18 rapports de rapports ont été élaborés et disponibles (soit 16 rapports pour les 16 bassins et 01 rapport de synthèse et 01 rapport SIG).
2. Cinq cent (500) jeunes sont sensibilisés, informés et orientés dans les quatre Régions	Nombre de jeunes sensibilisés, informés et orientés	La sensibilisation et information ont démarré dans les 04 régions du projet. 765 jeunes porteurs d'idées de projet (517 hommes et 248 femmes) ont été touchés pendant la facilitation Plus de 4 000 personnes sont sensibilisées en 2016.
3. Trois cent (300) jeunes sont renforcés dans leurs capacités techniques et entrepreneuriales	Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un renforcement de capacités techniques et entrepreneuriales	281 jeunes ont été renforcés dans leurs capacités techniques et entrepreneuriales dans les 04 régions, avec 350 porteurs d'initiatives économiques sélectionnés au départ.

Le niveau de réalisation des résultats 2016, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 3: Analyse des indicateurs du produit 1.1

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
04 cohortes de jeunes promoteurs sortent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable	01 cohorte de 80 PIE de la phase pilote de 2015 était sortie des incubateurs - 06 cohortes de 281 jeunes PIE sont sorties en 2016 des incubateurs avec un plan d'affaire.
Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	- 80 PIE ont été formées dans le cadre du dispositif pilote de 2015 (54 hommes et 26 femmes), soit 32,5% de femmes - 281 PIE (198 hommes et 92 femmes) ont été formées et accompagnés en 2016, Au 31/12/2016, un total de <b>361 jeunes (243 hommes et 118 femmes-soit 32,69%)</b> sont formés et accompagnés

#### **Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises**

Tableau 4 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2015 du produit 1.2

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 25/11/2016
1. 16 facilitateurs et 10 conseillers des structures d'incubation sont formés via la convention d'assistance technique avec BIT sur les outils TRIE et CREE	-Nombre de Convention signée -Nombre de facilitateurs et de conseillers formés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 02 conventions ont été signées dans le cadre du dispositif pilote ;</li> <li>• 04 contrats sont signés en 2016 ;</li> </ul> Aucune formation sur les outils TRIE et CREE n'est encore donnée. En attendant, <ul style="list-style-type: none"> <li>• 16 facilitateurs et 11 cadres du PEA-Jeunes formés ;</li> <li>• 10 conseillers des structures d'incubation ont été formés</li> </ul>
2. 05 structures d'incubation et 10 conseillers sont renforcés dans leurs capacités via la convention d'assistance technique avec MASHAV	-Nombre de Convention signée -Nombre de structures d'incubation ayant des curricula renforcés, des itinéraires techniques révisés, des parcelles de démonstration revues, et des unités d'exploitation modèles avec business plan. - Nombre de conseillers des structures d'incubation formés	05 conventions ont été signées entre les SIE et PEA-Jeunes  Aucune formation MASHAV n'a encore eu lieu
3. Les études techniques de faisabilité de la structure d'incubation de Référence sont effectuées	Nombre de rapport d'études disponibles	Etudes pas réalisées. Le cabinet prestataire a été sélectionné.

Le niveau de réalisation des résultats 2016, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 5 : Analyse des indicateurs du produit 1.2

Indicateurs de produit 1.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
Au moins 12 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui-accompagnement des jeunes dans leurs entreprises	- Cinq (05) structures d'incubation ont été contractées. - Le renforcement en 2016 de ces structures a consisté en une dotation en moto (10) et ordinateurs portables (10) pour conseillers
1 structure d'incubation de référence est promue	RAS. Toutefois, les Sites sont identifiés et en cours de sécurisation notamment : BALAMBA ( <b>3 268 hectares 03 ares 38 ca</b> ) et GOUGAN I ( <b>45 hectares 17 ares 91 ca</b> ).

Au regard de l'analyse des indicateurs des progrès vers l'atteinte des produit 1.1 et produit 1.2 qui précède, l'effet escompté I est amorcé. L'analyse de ce progrès est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 6 : Analyse des indicateurs d'effet escompté

Indicateurs d'effet (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
Au moins 12 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt	RAS. Les premiers contacts ont été établis avec le diagnostic de 05 1ères structures d'incubation Ces 05 SIE ont assuré la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt
80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées	RAS.
80% des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat	RAS. Des jeunes ont été formés, seront installés avant le démarrage de la phase de suivi et d'appui conseil à l'entrepreneuriat

## 2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers

Avec un taux de réalisations physiques de 59%, les principales réalisations de la Sous composante sont comme suit :

### PRINCIPALES REALISATIONS

- Signature de conventions avec 11 IFR
- 2 crédits productifs accordés pour les TPE
- Mobilisation de l'assistance de DID
- 241 personnes bénéficiaires des activités de sensibilisation
- 40 personnes formés sur la gestion des risques ( 25 de IFR, 2 de DID et 7 de PEA-Jeunes)

**Effet escompté II :** L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré

Les objectifs pour l'exercice 2016 sont : (i) les partenariats avec les IFR sélectionnées sont établis, (ii) 330 projets sont financés (308 TPE et 22 PE) dont 250 validés par les CRV, (iii) l'étude sur l'institutionnalisation du Fonds de Facilitation est réalisée, (iv) les études sur les nouveaux produits sont réalisées ; (v) les PIE sont sensibilisés et promus à l'éducation financière et ; (vi) les personnels des IFRs sont formés à la gestion des risques.

### 2.1.2.1 Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises

#### a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante B1 repose sur le Crédit productif. Pour la mise en place du crédit, il était prévu de : (1) réaliser les missions d'identification et de sélection des IFR partenaires ; (2) organiser des réunions de sensibilisation en direction des IFRs ; (3) conventionner avec les IFRs sélectionnés ; (4) financer 308 Très Petites Entreprises en création et ; (5) financer 22 Petites entreprises en développement.

#### b) Activités réalisées et résultats atteints

##### *1. missions d'identification et de sélection des IFR partenaires*

La sensibilisation et l'identification des EMF dans les bassins de production avaient démarré le 01 février 2016 simultanément dans les régions du Sud et du Littoral par trois équipes parallèles conduites par le PADMIR. La sélection a ensuite suivi avec par le partenaire DID et a abouti à des conventionnements entre les IFR et le PEA-Jeunes. L'activité est réalisée à 60%.

##### *2. Organisation des réunions de sensibilisation des IFR*

La réunion s'est tenue à Yaoundé le 14/01/2016 dans la perspective de financement des premiers PIE (80), avec la participation de 30 personnes venant de 15 EMFs (MC<sup>2</sup>, CamCCUL, Binum, A3C, EMF indépendants) ont été présentes. Au 31/12/2016, cette activité est réalisée à 100%.

##### *3. conventionner avec les IFRs sélectionnées.*

Au 31/12/2016, onze (11) IFR ont signé des conventions avec le Programme pour le financement des PIE. Cette situation était de neuf (09) IFR et de sept (7) IFR au 30/09/2016 et au 30/06/2016 respectivement.

##### *4. financer 308 Très Petites Entreprises en création*

02 crédits productifs sur les 308 prévus ont été accordés par les EMF, soit un taux de 0,649%. Ce faible taux s'explique par le fait que (1) les PIE ayant initié leur entreprises en 2016 n'étaient pas encore prêts

à demander un crédit production ; (2) difficultés des PIE à satisfaire les conditions de crédit et ; (3) l'incubation des 250 PIE prévue en 2016 n'a été effective qu'en fin décembre 2016.

*5. financer 22 Petites entreprises en développement*

Trois (03) PIE dans le parcours développeur ont été financés en 2016, soit un taux de réalisation de 13,63%.

***c) Taux d'exécution physique***

**Au 31/12/2016, le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante B1 est de 47%.**

**2.1.2.2 Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services**

L'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, l'appui au développement de nouveaux produits et le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande constituent la stratégie de la sous-composante B2.

**a) Activités prévues**

Pour ce qui est de l'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, il était prévu (1) d'assurer l'assistance Technique DID (1er trimestre du Contrat) ; (2) de veiller au fonctionnement de l'assistante technique DID. L'appui au développement de nouveaux produits consistait à (3) mener les études de faisabilité pour le design de deux nouveaux produits pour l'épargne et (4) mener les études de faisabilité pour le design de 02 nouveaux produits pour le crédit. Le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande visait à (5) organiser deux campagnes de sensibilisation et de promotion en direction de 200 PIE et (6) organiser un atelier de formation de 40 personnels des IFR sur la gestion des risques.

**b) Activités réalisées et résultats atteints**

*1. Assistance Technique à DID*

Cette activité a été apportée au PEA-Jeunes sous la base d'un contrat annuel de Performance et d'assistance technique du DID signé le 30/10/2015 par les deux parties en même temps que la convention de partenariat, soutenus par une proposition technique et financière détaillée sur une période de 03 ans.

Cette assistance technique DID se poursuit et a permis à date le :

- Développement du Manuel de politiques et modalités de subvention et de refinancement.
- Analyse de 80 plans d'affaires d'une première cohorte de jeunes.
- Recrutement et la mobilisation d'IFR dans les quatre régions cibles.
- Sessions d'information et de formation avec l'équipe du PEA-Jeunes et des IFR sur le processus pilote.
- Accompagnement les IFR dans l'octroi des subventions aux Jeunes.

*2. Fonctionnement de l'assistante technique DID*

Deux (2) factures ont été payées sur les 3 prévues. Un paiement direct d'un montant de 117 980 440 F CFA a été effectué pour couvrir la période allant du 1er novembre 2015 au 31 décembre 2015 (un trimestre) et effectif en janvier 2016. Le deuxième paiement supposé couvrir la période allant de février à avril a connu du retard, mais a été payé en septembre 2016. Un troisième paiement direct d'un montant de 106 822 732 F CFA est en cours pour couvrir trimestre mai - juillet 2016.

Ces ressources servent au paiement des honoraires de consultants, le personnel et différents frais locatifs de DID. Ce paiement s'effectue sous la base de la proposition technique validée par le Gouvernement.

*3. Mener les études de faisabilité pour le design de 02 nouveaux produits pour l'épargne et mener les études de faisabilité pour le design de 02 nouveaux produits pour le crédit*

Les termes de référence pour la conduite de ces deux études sont élaborés et une note de cadrage produite.

**4. Organiser deux campagnes de sensibilisation et de promotion en direction de 200 PIE**

241 personnes (152 hommes et 89 femmes) ont été sensibilisées sur les meilleures pratiques de relations avec les IFR, notamment sur la compréhension du sens du crédit, du taux d'intérêt, les échéanciers de remboursement. Une seule campagne a été organisée.

**5. Organiser un atelier de formation de 40 personnels des IFR sur la gestion des risques.**

36 personnes (08 femmes et 25 hommes) ont été formées sur la gestion des risques, soit un taux de 90%. Les participants comptaient 25 personnels des IFR (19 hommes et 6 femmes), 04 de DID (02 hommes et 02 femmes) et 07 personnels du PEA-Jeunes. La formation s'est déroulée du 11 au 19 novembre

**c) Taux d'exécution physique**

**Au 31/12/2016, le taux de réalisation physique des activités technique de la sous-composante B2 est de 61%.**

**Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante B au 31/12/2016 est 49%, détaillé comme suit :**

*Tableau 7: Détail du taux d'exécution physique de la composante B*

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises	47%
Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services	49%
<b>composante B : Accès aux services financiers</b>	<b>48%</b>

**2.1.2.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escompté II au 31/12/2016**

Le produit de la composante B s'intitule :

**Produit 2.1 : Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place**

Le niveau de réalisation des résultats, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

*Tableau 8 : : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016*

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel	-conventions avec les IFRS -un guichet de financement des kits est fonctionnel ; -un guichet pour le refinancement est fonctionnel	- 11 IFR ont conventionné avec le PEA-Jeunes à travers le dispositif de financement avec le fonds de facilitation. - Le guichet de financement des kits a été ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ; - Les PIE ont ouvert des comptes dans les IFR ; - Le guichet de refinancement des crédits n'est pas opérationnel
330 jeunes porteurs de projets viables ont accès au financement	Nombre de projets financés	Au 31/12/2016, 53 jeunes ont reçu des kits. Ce petit nombre est dû aux difficultés accusées dans le décaissement des ressources devant aider à mener des activités préalables au financement des jeunes

		(retards accusés dans la mise en place du guichet de transit, de la signature des conventions avec les IFR, l'incubation, etc.)
Une étude sur l'institutionnalisation du Fonds de Facilitation est réalisée par PADMIR/DID	Rapport d'étude disponible	Un rapport provisoire de diagnostic sur l'étude d'institutionnalisation a été produit par le cabinet FTHM Conseil
Quatre études sur les nouveaux produits (épargne et crédit) sont réalisées	Nombre de rapports d'études disponibles	Les études sont encore au niveau de la validation des termes de référence et de la note de cadrage
-200 PIE sont sensibilisées en éducation financière -40 personnels des IFR sont formés en gestion des risques liés à la demande	Nombre de PIE sensibilisés Nombre de personnels des IFR formés	- 241 jeunes PIE (152 hommes et 89 femmes) ont été sensibilisés en éducation financière, soit un taux de réalisation de 120,50% ; - 36 personnes (08 femmes et 25 hommes) ont été formées sur la gestion des risques, soit un une performance de 90% ;

Le niveau de réalisation des résultats 2016, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 2.1 d'ici le terme du programme. Il ressort comme présente le tableau ci-après, les progrès vers le produit 2.1 n'ont pas encore eu de résultats quantifiables.

Tableau 9 : : Analyse des indicateurs du produit 2.1

Indicateurs de produit 2.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
04 (quatre) nouveaux produits sont développés	RAS. L'étude n'a pas été réalisée
Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	RAS. Le PEA-Jeunes participe au renforcement du Fonds et à son institutionnalisation qui se poursuit.

En termes de progrès vers l'atteinte de l'effet escompté, le tableau ci-après montre que les résultats et produits 2015 et 2016 n'ont pas été significatifs pour faire progresser l'effet escompté II au 31/12/ 2016.

Tableau 10 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II au 30/06/2016

Indicateurs d'effet escompté II (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes	Les 11 EMF partenaires du PEA-Jeunes appartiennent à 02 réseaux d'EMF
Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15%	La valeur de référence (en 2016) du taux de pénétration de la finance rurale est de 12, 33% (estimation de l'enquête). Les statistiques officielles l'estimaient à 12% en 2008 (COBAC).
70% des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	Au 31/12/2016, 02 projets sur 53 appuyés ont obtenu un crédit productif, soit un taux de <b>3,78%</b> . Ce faible taux s'explique par le fait que (1) les PIE ayant initié leurs entreprises en 2016 n'étaient pas encore prêts à demander un crédit productif ; (2) difficultés des PIE à satisfaire les conditions de crédit et ; (3) l'incubation des 250 PIE prévue en 2016 n'a été effective qu'en fin décembre 2016.



### 2.1.3 Composante C : Amélioration de l'environnement entrepreneurial

**Effet escompté III** : Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales

Les objectifs 2016 étaient : (i) le processus de mise en réseau des jeunes entrepreneurs est amorcé ; (ii) le diagnostic sur l'environnement des affaires notamment pour les TPE et PE est réalisé par le BIT et est disponible ; (iii) La participation des jeunes entrepreneurs du secteur agropastoral aux instances de dialogue national sur des thématiques d'intérêt du PEA-J est amorcée via les cadres de concertation.

Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice

La stratégie de la sous composante C1 repose sur les réseaux des jeunes.

#### **a) Activités prévues**

Il était prévu de (1) réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des départements, à travers la contractualisation avec un cabinet pour l'élaboration de ladite cartographie.

#### **b) Activités réalisées et résultats atteints**

1. *réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des départements*

Au 31/12/2016, cette activité n'a pas été réalisée.

#### **c) Taux d'exécution physique**

Au 31/12/2016, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C1 est de 0,0%

Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral

La Sous-composante C2 reposait sur la formulation, revues et mise en œuvre des politiques et le programme nationaux et sur la création des cadres de concertation.

#### **a) Activités prévues**

Pour ce qui est de la formulation, revues et mise en œuvre des politiques, il fallait (1) réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE. La création des cadres de concertation prévoyait de (2) identifier les instances de dialogue avec les jeunes entrepreneurs appuyés par le PEA-Jeunes.

#### **a) Activités réalisées et résultats atteints**

1. *réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE*

Cette activité n'a pas été réalisée.

2. *identifier les instances de dialogue avec les jeunes entrepreneurs appuyés par le PEA-Jeunes.*

La réalisation de cette activité n'a pas encore démarré, du fait que la Convention avec BIT dans laquelle elle doit s'effectuer n'est pas encore opérationnelle.

#### **d) Taux d'exécution physique**

Au 31/12/2016, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C2 est de 0,0%

**Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante C au 31/12/2016 est de 0,0%**, détaillé comme suit :

Tableau 11 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice	0,0%
Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral	0,0%
<b>Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif</b>	<b>0,0%</b>

**Produit 3.1 : Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entrepreneuriat agro pastoral est établi**

Aucun résultat n'est encore atteint, à cause du fait qu'il fallait déjà avoir les premiers jeunes entrepreneurs agropastoraux installés ou développés.

Tableau 12 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
Une cartographie des entreprises agropastorales promues les jeunes est élaborée	Cartographie des entreprises agropastorales promues par des jeunes est disponible	Cartographie disponible

Il découle de ce qui précède qu'aucun progrès n'est encore mené vers la réalisation du produit 3.1.

Tableau 13 : Analyse des indicateurs de produits 3.1

Indicateurs de produit 3.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
1 réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	RAS
Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	RAS

**Produit 3.2 : Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré**

Aucun résultat n'est encore atteint pour l'année 2016, à cause du fait que la convention de partenariat pour l'assistance technique prévue du BIT au PEA-Jeunes n'était pas encore opérationnelle, du fait que la mise sur pied de l'équipe du projet auprès du BIT n'a été effective qu'en fin décembre 2016, du retard pour le transfert des ressources financières nécessaires pour mener des activités par BIT (BIT a signé tardivement la convention et la soumission du plan d'activités 2016 a trainé).

Tableau 14 : Analyse des indicateurs de résultats atteints

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
1. Une étude diagnostique sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE est réalisée via le BIT.	Rapport d'études est disponible	Etude pas encore réalisée
2. Mise en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural via le BIT	Nombre de cadre de concertations organisées	Aucun cadre de concertation n'est encore organisé

Tableau 15 : Analyse des indicateurs du produit 3.2

Indicateurs de produit 3.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
la politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée (BIT)	RAS
L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices (	RAS

Nous déduisons de l'analyse qui précède qu'aucun progrès n'a été effectué au 31/12/2016 pour la réalisation de l'effet escompté III, comme montre le tableau suivant.

Tableau 16 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III au 31/12/2016

Indicateurs d'effet III (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
Au moins 50% des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	RAS

#### 2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances

La composante D avait comme objectifs: (i) quatre Unités Régionales d'Appui Conseil sont opérationnelles; (ii) le système de Suivi-évaluation est fonctionnel; (iii) le Système de gestion financière produit des rapports adéquats; (iv) les capacités du personnel renforcées dans certains domaines d'intérêt, (v) les données pour alimenter le Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI) sont disponibles; (vi) les Comités Régionaux de Validation (CRV) sont installés et opérationnels, (vii) les données sur la situation de référence sont disponibles, (viii) le fonctionnement et la coordination de la CNCG et des URAC est effectif.

##### 2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination

###### a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante D1 reposait sur la rénovation des locaux et équipements, les équipements et matériel, l'orientation, Pilotage et mise en œuvre du Programme, les études/Formations, les missions et voyages d'échanges, les salaires et Indemnités de la CNCG et enfin le fonctionnement CNCG.

Pour ce qui est de la rénovation des locaux et équipements, il fallait (1) aménager un local pour les consultants. La dotation en équipements et matériel consistait à (2) acquérir un générateur électrique 30 KVA; (3) assurer le paiement d'un véhicule Station Wagon et Un Pick-Up; (4) acquérir des ordinateurs portables (08) pour les cadres de la CNCG; (5) acquérir les coffres forts et (6) acquérir un logiciel de Paie de TOMATE compatible au TOM2PRO.

L'orientation, Pilotage et la mise en œuvre du Programme revenait à (7) mettre en place des Unités Régionales d'Appui Conseil (URAC); (8) créer et mettre en place les Comités Régionaux de Validation (CRV); (9) prendre en compte la tenue du lancement officiel du Programme; (10) apporter un appui institutionnel aux parties prenantes de la mise en œuvre du Programme; (11) organiser deux sessions du Comité de Pilotage; (12) tenir trois réunions trimestrielles de coordination; (13) tenir les réunions techniques; (14) organiser l'atelier de planification des activités pour l'année 2016.

Les études/Formations consistaient à (15) élaborer le manuel de suivi-évaluation du programme; (16) réaliser une enquête de référence du programme; (17) réaliser une enquête de référence (SYGRI); (18) renforcer les capacités du personnel du Programme; (18) réaliser le cahier de charges de la construction du Local annexe; (19) organiser une mission de suivi FIDA/Gouvernement; (20) réviser le manuel de procédures assorti d'un atelier d'appropriation; (20) élaborer une application

informatique de gestion des données du système de suivi-évaluation et former les utilisateurs ; (21) organiser un atelier de formation des AAF des URAC à l'utilisation de TM2PROMO ; (22) réaliser l'audit annuel 2015 des comptes et des états financiers du Programme et, (23) organiser l'atelier d'internalisation de l'approche.

Outre cela, il fallait pour ce qui est des missions et voyages d'échanges (23) réaliser les missions de supervision conjointe sur le terrain et ; (24) réaliser une mission d'études et d'échanges d'expérience ou participer aux fora majeurs. Enfin, (25) réaliser des missions de supervision conjointe sur le terrain par l'équipe de coordination ; et (26) prendre en compte la participation au Forum annuel du FIDA.

Pour ce qui est (27) des salaires et Indemnités de la CNCG, les activités à mener sont relatives au traitement salarial du personnel cadre et d'appui de la CNCG.

Les activités de fonctionnement de la CNCG portent sur les fournitures de bureau, la maintenance des équipements informatiques, le paiement des loyers, et la participation du projet aux événements mandataires, etc. ; (28) la revue du portefeuille Cameroun FIDA et (29) assurer les frais de traduction des documents.

#### **b) Activités réalisées et résultats atteints**

##### ***1. Aménager un local pour les consultants***

Au 31/12/2016, le local n'a pas été aménagé. Le processus d'aménagement était envisagé suivant 02 étapes : le recrutement d'un prestataire de service et l'aménagement proprement dit du local. Le prestataire est recruté.

##### ***2. Acquérir un Générateur électrique 20 KVA***

Le générateur électrique n'a pas encore été acquis au 31/12/2016. Un prestataire est sélectionné et les négociations sont encore en cours avant la signature du contrat de prestation.

##### ***3. Assurer le paiement d'un véhicule Station Wagon et Un Pick-Up***

Les 06 véhicules (01 station wagon et 05 pick up ont été livrés et réceptionnés à la CNCG le 27/01/2016 pour les Pickup et le 01/02/2016 pour la station wagon. Le paiement a été effectué.

##### ***4. Acquérir des ordinateurs portables (08) pour les cadres de la CNCG***

Ces ordinateurs ont été acquis, livrés et réceptionnés à la CNCG et la facture du prestataire liquidée.

##### ***5. Acquérir les coffres forts***

Les coffres forts n'ont pas été acquis au 31/12/2016. Le processus de passation de marché a démarré.

##### ***6. acquérir un logiciel de Paie de TOMATE compatible au TOM2PRO***

Ce logiciel n'a pas encore été acquis.

##### ***7. Mettre en place des Unités Régionales d'Appui Conseil (URAC)***

Les Unités Régionales d'Appui Conseil (URAC) ont été créées comme organe du Programme le 12 mai 2015, avec les différentes entités la composant. 08 conseillers d'entreprises y sont en service.

Pour poursuivre ce processus, l'avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement des assistants administratifs et financiers ainsi que des chauffeurs a été publié. A l'issue de la sélection, l'ANO du FIDA du 1<sup>er</sup> novembre 2016 recrute 04 chauffeurs, 08 agents de sécurité et 04 agents de surface. Il est attendu la non objection pour le recrutement des assistants administratifs et financiers.

##### ***8. Créer et mettre en place les Comités Régionaux de Validation (CRV)***

Les CRV sont créés depuis le 12 mai mais ne sont pas opérationnels au 31/12/2015. La composition des membres de chaque CRV a été constatée à l'exception des représentants de l'entité non encore créée (réseau de jeunes entrepreneurs agropastoraux). L'installation des membres des CRV dans les 04 URAC est effective au 08/05/2016.

##### ***9. prendre en compte la tenue du lancement officiel du Programme***

Le lancement officiel du programme s'est tenu le 26 /01/2016 au Hilton Hôtel de Yaoundé et le paiement des charges afférentes est effectif.

*10. Appui institutionnel aux parties prenantes de la mise en œuvre du Programme*

Des appuis ont été apportés à la Cotutelle (MINADER et MINEPIA), dans le cadre du fonctionnement du Comité Ad'hoc de sélection et de validation des plans d'affaires des 80 PIE de la phase pilote, l'organisation de la visite de travail de Monsieur Ides DE WILLEBOIS, Directeur de Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA (WCARO-FIDA), au Cameroun du 20 au 26 janvier 2016, de la rencontre du MINADER avec la jeunesse le 27 août 2016 à Yaoundé, la tournée du MINADER sur les sites de la SIR et la participation à la restitution des travaux à mi-parcours de la sécurisation. D'autres appuis ont été apportés aux équipes du MINEPAT en mission de supervision et de contrôle au PEA-jeunes.

*11. Organiser deux sessions du Comité de Pilotage*

Une première session du Comité de Pilotage s'est tenue le 30 mars 2016 au Hilton Hotel de Yaoundé. L'activité est réalisée à 50%.

*12. Tenir 03 réunions trimestrielles de coordination*

Deux réunions ont eu lieu. La première réunion trimestrielle a eu lieu le 30/06/2016 et la deuxième le 14/10/2016. L'activité est réalisée à 66,67%.

*13. Tenir les réunions techniques*

Au 31/12/2016, environ 19 réunions techniques ont été organisées avec les partenaires techniques (BIT, MASHAV, PADMIR, DID), le PEA-Jeunes, les consultants, la Cotutelle et/ ou le FIDA. Les actions convenues ont été tenues partiellement mises en œuvre.

*14. Atelier de planification des activités pour l'année 2016*

L'atelier s'est déroulé du 14 au 18 novembre 2016. Le PTBA 2017 est disponible. Cette activité est réalisée à 100%.

*15. Elaborer le manuel de suivi-évaluation du programme*

Au 31/12/2016, le manuel de suivi-évaluation a été élaboré, finalisé et est disponible.

*16. Réaliser une enquête de référence du programme*

Cette étude couplée à l'étude de caractérisation des bassins de production, a été réalisée. Les restitutions régionales des rapports provisoires par région ont eu lieu du 28 octobre au 04 novembre 2016. La restitution nationale a eu lieu le 28/11/2016. Une autre version du rapport de la situation de référence déposée à la CNCG le 16 décembre 2016 a été revue et le rapport définitif déposé le 29 décembre 2016.

Le retard accusé est surtout dû aux contraintes financières rencontrées pour faciliter le processus, entre autre du fait de la démission du RAF (problème de double signature).

*17. Réaliser une enquête de référence (SYGRI)*

L'étude a été réalisée et la version finale du rapport de déposée le 18 avril 2016.

*18. Renforcer les capacités du personnel du Programme*

Au 31/12/2016, 23 membres du personnel du PEA-Jeunes ont vu leurs capacités renforcées depuis le 2014.

En 2016, 11 membres du programme ont été formés en Cohésion d'équipe et gestion des savoirs (à Kribi); 02 membres du personnel formés en Elaboration du Plan et Manuel de suivi-Evaluation et le SYGRI; 04 en passation de marchés à Abuja et enfin entre Juillet-Septembre 2016, 03 personnes formées en Gestion financière.

*19. Réaliser le cahier de charges de la construction du Local annexe*

Cette activité a été réalisée à 100%.

*20. Organiser une mission de suivi FIDA/Gouvernement*

Cette mission dite de supervision s'est déroulée du 05 au 19 avril 2016. Le rapport de la mission a été finalisé par les parties. L'activité est réalisée à 100%.

*21. Réviser le manuel de procédures assorti d'un atelier d'appropriation*

Le manuel a été révisé avec l'appui d'un consultant FIDA.

En effet, les TdR ont été élaborés et validés par le FIDA et le PEA-Jeunes. Le consultant a démarré sa mission le 24 novembre 2016. Le manuel a été révisé et restitué le 01/12/2016. La version finale existe. Il reste à organiser un atelier d'imprégnation du personnel du programme sur ledit manuel.

*22. Elaborer une application informatique de gestion des données du système de suivi-évaluation et former les utilisateurs*

L'application informatique a été identifiée, déployée et élaborées suivant les besoins du PEA-Jeunes, à travers l'organisation d'une mission diagnostique en janvier 2016, la conceptualisation de l'application entre janvier et juin, et le déploiement et renforcement des capacités du personnel en juillet 2016. Le test de fonctionnalité de l'application est en cours et l'intégration des données de suivi-évaluation permettra d'évaluer sa performance.

*23. Organiser un atelier de formation des AAF des URAC à l'utilisation de TM2PROMO*

Cette formation n'a pas encore eu lieu à cause du fait que les participants (AAF) ne sont pas encore recrutés.

*24. Audit annuel 2015 des comptes et des états financiers du Programme.*

La mission d'audit a été réalisée en juillet 2016 et le rapport déposé en août 2016.

*25. Organiser l'atelier d'internalisation de l'approche.*

L'atelier a été organisé du 10 au 13 octobre 2016 à l'intention du personnel du PEA-Jeunes, les partenaires techniques de mise en œuvre, les structures d'incubation. La démarche d'intervention du PEA-Jeunes et l'expérience pilote ont été partagées.

*26. réaliser une mission d'études et d'échanges d'expérience ou participer aux fora majeurs*

Cette mission n'est pas encore réalisée.

*27. Prendre en compte la participation au Forum annuel du FIDA*

Le PEA-Jeunes a participé au forum annuel du FIDA qui s'est déroulé du 12 au 18 mars 2016 à Abuja au Nigéria. Les frais de participation ont été pris en compte.

**c) Taux d'exécution physique**

**Le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante D1 est de 81%.**

**2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination**

**a) Activités prévues en 2016**

La stratégie de la sous-composante D2 repose sur (i) la rénovation des locaux ; (ii) l'équipement et matériel ; (iii) le règlement des Salaires et Indemnités des URAC et (iv) le fonctionnement des URAC.

La rénovation des locaux consistait après identification des locaux des URAC à (1) rénover les locaux pour les URAC. L'équipement et matériel était relatif à (2) assurer le paiement du matériel roulant (04 véhicules pick-up double cabine 4x4) ; (3) acquérir le matériel informatique et de télécommunication ; (4) acquérir le mobilier de bureau ; installer internet et (5) acquérir et installer les générateurs électriques de 5 KVA.

D'autres activités de la sous-composante étaient relatives au (6) paiement des salaires du personnel cadre et d'appui des URAC et à (7) assurer le fonctionnement des URAC.

**b) Activités réalisées et résultats atteints**

**1. Identifier et rénover les locaux des URAC**

L'activité n'est pas achevée au 31/12/2016. Les locaux des 4 URAC ont été identifiés. Lesdits locaux ont été évalués en termes de travaux à effectuer et un prestataire sera recruté devant procéder à la rénovation. Le processus de recrutement est déclaré infructueux.

**2. assurer le paiement du matériel roulant (04 véhicules pick up double cabine 4x4)**

Ce matériel a été acquis et livré à la CNCG. Les véhicules ont été transférés aux URAC en juin 2016.

**3. Acquérir le matériel informatique et de télécommunication**

L'acquisition de ce matériel a été couplée à celle des mêmes équipements pour la CNCG. Le processus de passation de marché comme décrit à la section b)-3 et b)-4 ci-dessus a été bouclé, les équipements livrés et réceptionnés à la CNCG puis transférés aux URAC le 06 juin 2016.

**4. Acquérir le Mobilier de bureau**

Le mobilier de bureau des URAC a été acquis, livré et réceptionné au niveau de chaque URAC par le prestataire AFRIQUE SERVICES SARL.

**5. Acquérir et installer les générateurs électriques**

Ces générateurs n'ont pas été acquis. Un prestataire est sélectionné et les négociations sont encore en cours avant la signature du contrat de prestation.

**6. paiement des salaires du personnel cadre et d'appui des URAC et fonctionnement des URAC**

Au 31/12/2016, les 08 Conseillers déployés dans les URAC ont régulièrement reçu leur salaire. Le fonctionnement est également assuré.

**c) Taux d'exécution physique**

**Le taux d'exécution physique des activités techniques de la sous-composante D2 est de 85,83% au 31/12/2016.**

**Globalement, le taux d'exécution physique des activités techniques de la composante D est de 81 %.**

Tableau 17: Détail du taux d'exécution physique de la composante D

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination	81%
Sous-Composante 2 : Cellules Régionales de Coordination	80,83%.
<b>Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC</b>	<b>81%</b>

Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du programme au 31 décembre 2016 est de 65%.

**2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2016**

**Produit 4.1 La coordination et le suivi des activités est effective**

Tableau 18 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
1. Les quatre URAC sont opérationnelles	Nombre d'URAC opérationnelles	Les 04 URAC ont été créées, les locaux identifiés et abritent le personnel régional. Les fournitures de bureaux ainsi que le matériel informatique ont été acquis et mis à la disposition des URAC. Le personnel d'appui (04 chauffeurs, 08 agents de sécurité, 08 agents de

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
		surface) est sélectionné et a pris service. Globalement, les 04 URAC sont opérationnelles mais il reste le recrutement des AAF.
2. Le système de S&E est mis en place et est fonctionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manuel de S&amp;E ;</li> <li>- Logiciel de S&amp;E ;</li> <li>- Plan de S&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Manuel de S&amp;E est élaboré.</li> <li>- Une application de S&amp;E est implémentée et le test de fonctionnalité se poursuit.</li> <li>- Le plan de S&amp;E est élaboré</li> </ul>
3. Le système de gestion financière est efficace	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports financiers intermédiaire et Demandes de remboursement de fonds produits régulièrement</li> <li>- Audit des comptes du Programme réalisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le logiciel de comptabilité est opérationnel ;</li> <li>- le manuel des procédures mis en place et la révision effectuée.</li> <li>- 13 rapports de demandes de remboursement de fonds ont été produits</li> <li>- L'audit des comptes pour l'année 2015 est effectué et le rapport disponible.</li> </ul>
4 Au moins 10 personnels du Programme sont renforcés dans leurs capacités	nombre de cadres du Programme ont bénéficié d'un renforcement des capacités	<p>En 2016, 11 personnes ont été formées en Cohésion d'équipe et gestion des savoirs (à Kribi); 02 personnes formées en Elaboration du Plan et Manuel de suivi-Evaluation et le SYGRI; 04 en passation de marchés à Abuja et enfin entre Juillet-Septembre 2016, 03 personnes formées en Gestion financière.</p> <p>De manière cumulée, 23 personnels du projet ont renforcé leurs capacités (en « passation des marchés », en «Elaboration du plan et du manuel de suivi-évaluation &amp; système de gestion des résultats et de l'impact(SYGRI)», et en Gestion financière et en Passation des marchés).</p>
5. Une étude sur l'établissement de la situation de référence du Programme est réalisée	- Rapport d'étude	<p>L'établissement de la situation de référence est prévu à travers 02 études : SYGRI de référence et la situation de référence des autres indicateurs. Le rapport SYGRI est disponible.</p> <p>Le rapport de l'étude de référence du projet est également disponible.</p>
6. Le fonctionnement et la coordination de la CNCG et des URAC est assuré	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de mois de fonctionnement effectif</li> <li>- nombre de réunions de coordination tenues au niveau des URAC et de la CNCG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le fonctionnement de la CNCG est effectif, et la mise en place des URAC achevée ;</li> <li>- 28 réunions hebdomadaires de coordination ont été tenues de janvier au 31 décembre 2016, ce qui porte à 69 le nombre de réunions de coordination depuis le 11 février 2015</li> </ul>
7. Les quatre Comités régionaux de validation (CRV) sont mis en place et fonctionnels	- Nombre de CRV fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les CRV ont été créés, leurs membres désignés et la composition des membres constatée par la cotutelle.</li> <li>- Les installations des CRV ont été effectives 08/08/2016. 26 des 28 membres ont été formés.</li> </ul> <p>Les CRV sont opérationnels.</p>

Au 31/12/2016, la stratégie de coordination et de suivi des activités du programme se met progressivement en place. Les résultats prévus en 2016 sont atteints dans leur quasi-totalité. C'est ce que montre le tableau d'appréciation des progrès des indicateurs du produit 4.1 ci-après.

Tableau 19 : Analyse des indicateurs de produits 4.1 au 31/12/2016

Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales sont établies et opérationnelles	Une unité nationale d'appui conseil est établie et est fonctionnelle. Les Unités Régionales d'Appui Conseil sont créées, dotées de personnel d'appuis



Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
	(chauffeurs, agents de sécurité, agent de surface) et sont fonctionnelles, mais seront encore renforcées en Assistant Administratif et Financier et puis renouvelées.
Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	La mise en place du Système de suivi-évaluation est en cours : manuel de suivi-évaluation, application de suivi-évaluation développée et test de fonctionnalité en cours, plan de suivi-évaluation élaboré, outils/supports de collecte de données en cours de mise en place. L'étude de référence du programme et l'étude SYGRI de référence sont réalisées. 07 rapports de suivi-évaluation et les avancements matériels sont produits.

#### Produit 4.2 La capitalisation des effets du programme est assurée

Aucun résultat n'est prévu en 2016, du fait de l'absence de spécialiste en charge de ce produit (démissionnaire). Toutefois, ce poste a été pourvu au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 et les activités de réalisation de ce produit seront menées par ce spécialiste. Mais il est bon de signaler le résultat suivant au 31/12/2016.

Tableau 20 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2016

Résultats intermédiaires 2016	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2016
1. La stratégie de communication du Programme est disponible	- Document de stratégie	Stratégie pas élaborée. Le consultant en cours de recrutement a désisté et le processus sera relancé.
2. Le lancement officiel du Programme est effectif	-Rapport de l'atelier	Le lancement officiel du programme a eu lieu le 26 janvier 2016.

Il en découle qu'aucun progrès significatif n'est perceptible en 2016 dans l'atteinte du produit 4.2, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 21 : Analyse des indicateurs de produits 4.2 au 31/12/2016

Indicateurs de produit 4.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2016
Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Stratégie pas disponible.

Au terme de l'analyse de la mise en œuvre des activités techniques des composantes A, B, C et D, il ressort que le taux d'exécution physique du PTBA 2016 au 31/12/2016 est de 65%, et, est décomposé par composante comme ci-après :

Tableau 22: Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2016

Libellé	Taux de réalisation au 30/06/2016	Taux de réalisation au 30/09/2016	Taux de réalisation au 31/12/2016
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	15,68%	24,15%	75%
Composante B : Accès aux services financiers	28,64%	40,00%	48%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	0,00%	0,00%	0,00%
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	45,13%	60,16%	81%
Réalisation du PTBA 2016	32,27%	44, 55%	75,50%

## 2.2 REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2016 AU 31/12/2016

Le montant de décaissement du PTBA 2016 s'élève à 2 001 547 537 FCFA, soit un taux de réalisation financière de 55,72 % par rapport aux prévisions.

### ▪ Décaissement par source de financement

SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET 2016	DECAISSE 31/12/2016 (EN FCFA)	Pourcentage
FIDA	2 873 998 940	1 640 427 028	57,08%
ETAT/Fonds de contrepartie	541 774 500	283 892 491	52,40%
ETAT/TAXES	176 207 900	77 228 018	43,83%
<b>TOTAL</b>	<b>3 591 981 340</b>	<b>2 001 547 537</b>	<b>55,72%</b>

### Décaissement par composante

COMPOSANTES	BUDGET 2016 (F CFA)	DECAISSE 31/12/2016 (EN FCFA)	Pourcentage
COMPOSANTE A	1 705 693 576	903 419 191	52,96%
COMPOSANTE B	734 754 721	374 103 421	50,92%
COMPOSANTE C	58 519 625	0	0,00%
COMPOSANTE D	1 093 013 418	724 024 925	66,24%
<b>TOTAL</b>	<b>3 591 981 340</b>	<b>2 001 547 537</b>	<b>55,72%</b>

Le faible taux de décaissement s'explique par le fait certaines activités exécutées n'ont été payés que partiellement du fait que les justificatifs de la prestation n'ont pas été présentés au 31/12/2016, et conformément à la réglementation, c'est à la réception des justifications que les paiements finaux seront effectués.

Par rapport à la ligne de base du projet, le taux de consommation global au 31/12/2016 est de 7,87% et détaillé comme suit :

Composantes / Sous-composantes	Réalizations 2014	Réalizations 2015	Réalizations 2016	Niveau de Consommation au 31 /12/ 2016			
				Prévisions	Réalizations	Ecart	%
<b>A. DEVELOPPEMENT DES ENTRERISES AGROPASTORALES</b>							
Appui à l'émergence des idées de projet d'entreprise		10 216 970	162900869	1 341 200 000	173 117 839	1 168 082 161	12,91%
Appui à la création et au développement d'entreprises		59 333 175	346777160	9 521 900 000	406 110 335	9 115 789 665	4,27%
Soutien à l'émergence des structures d'incubation		23 267 950	393741162	3 869 000 000	417 009 112	3 451 990 888	10,78%
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>92 818 095</b>	<b>903 419 191</b>	<b>14 732 100 000</b>	<b>996 237 286</b>	<b>13 735 862 714</b>	<b>6,76%</b>
<b>B. ACCES AUX SERVICES FINANCIERS</b>							
Financement des entreprises		0	6 553 100	530 058 800	6 553 100	523 505 700	1,24%
Amélioration de la qualité des services financiers		117980440	367192571	1055148131	485173011	569975120	45,98%
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>117 980 440</b>	<b>373 745 671</b>	<b>1 585 206 931</b>	<b>491 726 111</b>	<b>1 093 480 820</b>	<b>31,02%</b>
<b>C. AMELIORATION DU CADRE ORGANISATIONNEL, POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF</b>							
						<b>0</b>	

Mise en place d'un cadre organisationnel propice			0	498900000	0	498900000	0
Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral			0	653800000	0	653800000	0
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 152 700 000</b>	<b>0</b>	<b>1 152 700 000</b>	<b>0,00%</b>
D. COORDINATION ET GESTION DU PROGRAMME							0
Cellule Nationale de coordination du programme	86 019 323	515 812 716	1 178 844 451	2 440 800 000	1 780 676 490	660 123 510	72,95%
Unités régionales d'appui-conseils		0	147012513	1776800000	147 012 513	1 629 787 487	8,27%
<b>Subtotal</b>	<b>86 019 323</b>	<b>515 812 716</b>	<b>1325856964</b>	<b>4 217 600 000</b>	<b>1 927 689 003</b>	<b>2 289 910 997</b>	<b>45,71%</b>
<b>Total Coût du Projet</b>	<b>86 019 323</b>	<b>726 611 251</b>	<b>2 603 021 826</b>	<b>33 375 213 862</b>	<b>2 814 178 111</b>	<b>30 561 035 751</b>	<b>8,43%</b>

▪ Décaissement par catégorie de dépenses

Financement	Catégorie	Libellé de la Catégorie	Montant Budget	Montant Réalisation	% (Réalisation)
01 : FIDA	01	GENIE CIVIL/RURAL	67 000 000	0	0,00
	02	CREDIT ET FONDS DE GARANTIE	721 600 000	0	0,00
	03	EQUIPEMENTS ET MATERIELS	201 800 000	218 420 444	108,24
	04	FORMATION	171 507 675	80 465 149	46,92
	05	CONSULTANTS	1 413 791 429	1 132 184 961	80,08
	06	COUTS DE FONCTIONNEMENT	123 590 000	70 356 048	56,93
	07	SALAIRES ET INDEMNITES	174 709 836	139 000 426	79,56
Total FIDA			2 873 998 940	1 640 427 028	57,08
02 : Gov. : FCP	01	GENIE CIVIL/RURAL	0	17 897 000	/
	03	EQUIPEMENTS ET MATERIELS	65 500 000	11 930 000	18,21
	04	FORMATION	98 286 500	25 129 091	25,57
	05	CONSULTANTS	60 390 000	10 190 586	16,87
	06	COUTS DE FONCTIONNEMENT	300 358 000	200 754 252	66,84
	07	SALAIRES ET INDEMNITES	17 240 000	17 991 562	104,36
Total 02 Gov. : FCP			541 774 500	283 892 491	52,40
03 : Gov. Taxes	01	GENIE CIVIL/RURAL	12 897 500	0	0,00
	03	EQUIPEMENTS ET MATERIELS	46 450 250	44 342 460	95,46
	04	FORMATION	18 450 066	97 983	0,53
	05	CONSULTANTS	61 535 939	22 203 573	36,08
	06	COUTS DE FONCTIONNEMENT	36 874 145	10 584 002	28,70
Total 03 Gov. Taxes			176 207 900	77 228 018	43,83
Total général			3 591 981 340	2 001 547 537	55,72%

La situation d'exécution financière des activités du PTBA 2016 par composante rendu au 31/12/2016 montre un taux d'exécution budgétaire de 54,15% sans engagements. Ce taux se désagrège suivant les composantes, comme suit :

Tableau 233 : Récapitulatif de réalisation/engagement financier par composante du PTBA 2016

COMPOSANTES	BUDGET 2016 (F CFA)	DECAISSE 31/12/2016 (EN FCFA)	%
COMPOSANTE A	1 705 693 576	887 542 533	52,03%
COMPOSANTE B	734 754 721	373 745 671	50,87%
COMPOSANTE C	58 519 625	0	0,00%
COMPOSANTE D	1 077 967 893	675 641 754	62,68%
<b>TOTAL</b>	<b>3 576 935 815</b>	<b>1 936 929 958</b>	<b>54,15%</b>

Le montant de décaissement du PTBA 2016 s'élève à 1 936 929 958 FCFA, soit un taux de réalisations financières de 54,15 %.

Le faible taux de décaissement s'explique par le fait que certaines activités exécutées n'ont été payées que partiellement. En effet, les justificatifs de la prestation n'ont pas été présentés au 31/12/2016, pourtant, conformément à la réglementation, c'est à la réception des justifications que les paiements finaux sont effectués.

Par rapport à la ligne de base du projet, le taux de consommation global au 31/12/2016 est de 8,68% et détaillé comme suit :

Tableau 244 : Récapitulatif de réalisation financière par composante du PTBA 2016

Composantes / Sous-composantes	Réalizations 2014	Réalizations 2015	Réalizations 2016	Niveau de Consommation au 31 /12/ 2016			
				Prévisions	Réalizations	Ecart	%
<b>A. DEVELOPPEMENT DES ENTRERISES AGROPASTORALES</b>							
Appui à l'émergence des idées de projet d'entreprise		10 216 970	155 084 471	1 341 200 000	165 301 441	1 175 898 559	12,32%
Appui à la création et au développement d'entreprises		59 333 175	346 544 400	9 521 900 000	405 877 575	9 116 022 425	4,26%
Soutien à l'émergence des structures d'incubation		23 267 950	385 913 662	3 869 000 000	409 181 612	3 459 818 388	10,58%
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>92 818 095</b>	<b>887 542 533</b>	<b>14 732 100 000</b>	<b>980 360 628</b>	<b>13 751 739 372</b>	<b>6,65%</b>
<b>B. ACCES AUX SERVICES FINANCIERS</b>							
Financement des entreprises		0	6 553 100	8 202 100 000	6 553 100	8 195 546 900	0,08%
Amélioration de la qualité des services financiers		117 980 440	367 192 571	3 374 500 000	485 173 011	2 889 326 989	14,38%
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>117 980 440</b>	<b>373 745 671</b>	<b>11 576 600 000</b>	<b>491 726 111</b>	<b>11 084 873 889</b>	<b>4,25%</b>
<b>C. AMELIORATION DU CADRE ORGANISATIONNEL, POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF</b>							
Mise en place d'un cadre organisationnel propice			0	498 900 000	0	498 900 000	0,00%
Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral			0	653 800 000	0	653 800 000	0,00%
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 152 700 000</b>	<b>0</b>	<b>1 152 700 000</b>	<b>0,00%</b>
<b>D. COORDINATION ET GESTION DU PROGRAMME</b>							
Cellule Nationale de coordination du programme	86 019 323	515 812 716	528 629 241	2 440 800 000	1 130 461 280	1 310 338 720	46,32%
Unités régionales d'appui-conseils		0	147 012 513	1 776 800 000	147 012 513	1 629 787 487	8,27%
<b>Subtotal</b>	<b>86 019 323</b>	<b>515 812 716</b>	<b>675 641 754</b>	<b>4 217 600 000</b>	<b>1 277 473 793</b>	<b>2 940 126 207</b>	<b>30,29%</b>
<b>Total Coût du Projet</b>	<b>86 019 323</b>	<b>726 611 251</b>	<b>1 936 929 958</b>	<b>31 679 000 000</b>	<b>2 749 560 532</b>	<b>28 929 439 468</b>	<b>8,68%</b>

▪ Décaissement par catégorie de dépenses et par composante

CAT	CATEGORIES	MONTANTS PREVUS COMPOSANTES	DECAISSEMENTS REALISES				
			Composante A	Composante B	Composante C	Composante D	TOTAL DECAISSE
		MONTANTS PREVUS CATEGORIES	1 705 693 576	734 754 721	58 519 625	1 077 967 893	3 576 935 815
1	Génie civil/Rural	73 935 000	17 897 000				17 897 000
2	Crédit et fonds de garantie	72 160 000					0
3	Equipements et matériel	313 750 250	62 010 000			212 682 904	274 692 904
4	Formation	279 161 216	41466 500	15 784 350		46 752 328	104 003 178
5	Consultants	1535 717 368	754 214 683	353 941321		43 830 401	1 151 986 405
6	Coûts de fonctionnement	460 822 145	11954 350	4 020 000		216 653 227	232 627 577
7	Salaires et indemnités	191949 836				155 722 894	155 722 894
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 576 935 815</b>	<b>887 542 533</b>	<b>373 745 671</b>	<b>0</b>	<b>675 641 754</b>	<b>1 936 929 958</b>
	% DECAISSEMENT PAR COMPOSANTE		52,03%	50,87%	0,00%	62,68%	54,15%

■ Décaissement par catégorie de dépenses par rapport à la ligne de crédit de base

Tableau 257 : Niveau de consommation par catégorie par rapport à la ligne de base au 31/12/2016

N° CAT	CATEGORIE	BUDGET	DECAISSEMENT AU 31/12/2016	SOLDE BUDGET AU 31/12/2016	TAUX D'EXECUTION
1	Génie civil/Rural	73 935 000	17 897 000	56 038 000	24,21%
2	Crédit et fonds de garantie	72 160 000	0	313 750 250	0,00%
3	Equipements et matériel	313 750 250	274 692 904	39 057 346	87,55%
4	Formation	279 161 216	104 003 178	175 158 038	37,26%
5	Consultants	1535 717 368	1 151 986 405	383 730 963	75,01%
6	Coûts de fonctionnement	460 822 145	232 627 577	228 194 568	50,48%
7	Salaires et indemnités	191949 836	155 722 894	36 226 942	81,13%
	<b>TOTAL</b>	<b>3 576 935 815</b>	<b>1 936 929 958</b>	<b>1 232 156 107</b>	<b>54,15%</b>

■ Décaissement par source de financement

Tableau 26 : Niveau de consommation par convention au 31/12/2016

SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET 2016 (USD)	DECAISSE 31/12/2016 (EN FCFA)	Engagement	%/Eng.
FIDA	2 849 915 915	1 623 262 104	1 280 344 456	101,88%
ETAT/Fonds de contrepartie	551 774 500	249 107 102	17 775 974	48,37%
ETAT/TAXES	175 245 400	64 560 752	38 757 713	58,96%
<b>TOTAL</b>	<b>3 576 935 815</b>	<b>1 936 929 958</b>	<b>1 336 878 143</b>	<b>91,53%</b>

## 2.3 ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2016 au 31/12/2016

Pour ce qui est du plan de passation 2016, 10 marchés de fournitures, 02 marchés de consultants et 11 marchés de biens ont été prévus pour un montant de 697 725 FCFA.

NATURE	PREVU 2016		REALISE 2016		%
	Nb	Montant	Nb	Montant	
Fournitures et équipements	10	241 100	8	125 062	51,87%
Services de consultants	2	52 000	0	0	0,00%
Travaux	11	404 625	7	104 358	25,79%
<b>TOTAL (000 FCFA)</b>	<b>23</b>	<b>697 725</b>	<b>15</b>	<b>229 420</b>	<b>32,88%</b>
<b>TOTAL (USD)</b>					

Au 31 décembre 2016,

- 08 marchés sur les 10 prévus en Fournitures et équipements, ont été exécutés ;
- 07 marchés sur les 11 relatifs aux biens sont engagés ;
- Aucun marché de consultants sur les 02 prévus n'est exécuté.

#### a) Marché des travaux

Il était prévu : (1) l'aménagement/ construction d'un local pour les consultants au sein de la CNCG PEA-Jeunes à Yaoundé et (2) la rénovation des locaux des URAC.

Au 31/12/2016 :

- l'appel d'offres relatif à la construction d'un local pour les consultants publié le 03 décembre 2015 a abouti le 05 octobre 2016 avec la non-objection du FIDA sur l'attribution provisoire. Toutefois, la signature du contrat n'est pas effective en l'absence de l'autorisation écrite du bailleur qui se trouve hors du pays depuis plusieurs mois.
- Les locaux des URAC ont été identifiés et le consultant chargé de faire un état des lieux des URAC a soumis son rapport le 10 août 2016. Sur la base de ce rapport, l'Appel d'offres pour la rénovation des locaux des URAC a été élaboré, examiné par la CSPM et soumis à la non-objection du FIDA. Toutefois le FIDA a sollicité que ces travaux soient pris en charge par les bailleurs. Ces derniers ne sont pas disposés à le faire dans la mesure où les locaux loués sont à la base des maisons d'habitation. Il a été convenu de revoir les travaux et de ne faire que ce qui est indispensable pour rendre ces maisons d'habitation en bureau.

#### b) Marchés des biens

Pour ce qui est des marchés des biens, les appels d'offres lancés en 2015 ont tous abouti. Il s'agit de :

- L'appel d'offres pour la fourniture des véhicules au PEA-Jeunes a été attribué à CAMI TOYOTA et la livraison a eu lieu en janvier 2016 ;
- L'appel d'offres pour la fourniture du mobilier des URAC ;
- L'appel d'offre pour la fourniture des équipements informatiques ;
- L'appel d'offres pour la souscription de l'assurance maladie du personnel ;
- L'appel d'offres pour la fourniture des consommables informatiques et des fournitures de bureau ;
- L'appel d'offres pour la fourniture des Gadgets de communication ;

D'autres appels d'offres ont été lancés en 2016. Il s'agit de :

- L'appel d'offres pour la fourniture et l'installation des 05 groupes électrogènes à la CNCG et dans les URAC : Lancé le 01<sup>er</sup> juillet 2016, l'ouverture des offres a eu lieu le 04 août 2016. Et le FIDA a donné son avis de non objection pour l'attribution au prestataire AFRIC COPY CENTER pour un montant de 26 500 000 FCFA le 21 décembre 2016.
- L'appel d'offres pour la fourniture de 26 motos TT a été lancé le 18 Août 2016 et l'ouverture des offres a eu lieu le 20 septembre 2016. Le contrat avec le fournisseur CAMI a été signé le 09 novembre 2016 et la réception provisoire a eu lieu le 30 novembre ;

#### c) Marchés des consultants

Il était prévu 11 marchés de consultants :

- Pour ce qui est des études de caractérisation des bassins, le suivi-évaluation, consultant informaticien, l'enquête SYGRI, les consultants ont été tous identifiés dès 2015. Les contrats ont été signés et les prestations exécutées.
- Quant au recrutement d'un consultant en vue de l'audit des comptes du Programme, l'AMI a été lancé le 13 mars 2016. La DDP envoyée au consultant le 18 mai 2016. L'ouverture des propositions techniques a eu lieu le 07 mai. Le cabinet CAEAC a été recruté et a exécuté sa mission en juillet et août 2016. Le rapport a été soumis en fin août 2016.
- La DDP pour le recrutement des structures de facilitation a abouti le 04 octobre 2016 avec la non-objection du FIDA sur les projets de contrat. Quatre contrats ont été signés avec SAILD (Centre), AGRO PME (Littoral), SIRDEP (Nord-Ouest) et CAIPE (Sud). Les structures de facilitations sont sur le terrain depuis le 09 novembre 2016 ;
- La DDP pour le recrutement d'un Bureau d'Etudes en vue des études techniques de la Structure d'Incubation de Référence a été lancée le 27 juin 2016. L'ouverture des propositions techniques a eu lieu le 23 août 2016. A la suite de l'analyse des propositions techniques et financières, le FIDA a donné son ANO pour l'attribution au bureau d'étude PACE PAN ARAB CONNSULTING le 21 décembre 2016.

## 2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE SUPERVISION D'AVRIL 2016

La première mission de supervision du PEA-Jeunes s'est déroulée du 5 au 19 avril 2016. Elle avait instruit cinquante-neuf (59) recommandations. Le bilan de la mise en œuvre de ces recommandations montre que :

- ✓ 54 recommandations sont entièrement exécutées ;
- ✓ 02 recommandations n'ont pas été exécutées ;
- ✓ 03 recommandations sont en cours d'exécution et ne sont pas arrivées à terme (ex : sécurisation des sites de la SIR).

Tableau 276 : Synthèse de l'état d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016

Statut	Nombre	Pourcentage (%)
Exécutées	51	86%
En cours	6	10%
Non exécutées	2	4%
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>100%</b>

Les recommandations non exécutées sont les suivantes :

- ✓ La CNCG doit s'engager dans une co-construction des outils d'intervention avec les assistants techniques (BIT et MASHAV) qui seront mis à disposition du PEA-Jeunes ; du fait que les partenariats en question ne sont pas encore opérationnels.
- ✓ Finaliser les activités d'identification des IFR avec un accent sur les régions du Centre et du Sud ; car le projet PADMIR chargé de conduire les activités d'identification est clôturé et le mandat lui est retiré.

L'annexe 2 donne l'état détaillé de mise en œuvre de chacune des recommandations de la première mission de supervision d'avril 2016.

### III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31/12/2016

Tout le personnel cadre du PEA-Jeunes est en fonction à l'exception du Responsable Administratif et Financier et du Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation. Des mesures conservatoires ont permis à Mr ESSOMBA Ernest et Mr SONKWE Alex d'assurer les fonctions de RAF et SPIF par intérim respectivement. Globalement, le Programme emploie 46 personnes réparties comme suit : 17 Cadres, 3 personnels assistants, 8 agents d'appui chauffeurs, 7 agents d'appui de surface, 11 agents d'appui de sécurité.

Le recrutement du personnel du PEA-Jeunes s'est effectué de manière progressive, avec la montée en charge des nécessités de service. Il a été question du personnel clé et de la quasi-totalité du personnel cadre et d'appui au niveau national.

#### 3.1 Recrutement du personnel clé

Le personnel clé du Programme est constitué de :

- 01 Coordonnateur National ;
- 01 Responsable Administratif et Financier ;
- 01 Responsable de Suivi-Evaluation ;
- 01 Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation.

La première étape du recrutement s'est achevée avec la nomination le 24 juillet 2014 du Coordonnateur National par décision conjointe du MINADER et du MINEPIA après non objection du FIDA.

Le reste du personnel clé (RAF, RSE, SPIF) a pris service le 11 février 2015 après la décision conjointe MINADER-MINEPIA du 10 février portant leur désignation.

Il s'agissait des responsables suivants :

- Responsable Administratif et Financier : Monsieur ABONGO Zacharie ;
- Responsable de Suivi-Evaluation : Monsieur MOMO KENMOGNE Gilbert ;
- Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation (SPIF) : Mme ELLA-MENYE EKOTTO épouse BATINDEK BATOANEN Rebecca Hortense

Signalons qu'au cours de la période juillet à septembre 2016, le PEA-Jeunes a enregistré la démission successive du Responsable Administratif et Financier et du Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation. Des intérimaires sont désignés pour assurer l'intérim à chacun de ces postes :

- ✓ Responsable Administratif et Financier a.i : Mr ESSOMBA Ernest
- ✓ Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation (SPIF) a.i : Mr SONKWE TIWO Alex.

#### 3.2 Recrutement du reste du personnel cadre

Le reste du personnel cadre de la CNCG était constitué de :

- 01 Spécialiste en Finance Rurale ;
- 01 Spécialiste en Genre, Communication et Gestion des Savoirs ;
- 01 Spécialiste en Passation des Marchés ;
- 01 Spécialiste en Développement d'Entreprises ;
- 04 Conseillers d'Entreprises à raison d'un (01) par région d'intervention du Programme ;
- 01 Comptable.

A l'issu du processus de sélection, la décision conjointe de désignation a été signée par les deux Ministres de tutelle le 21 avril 2015.

Il s'agit des personnes suivantes :

- Spécialiste en Finance Rurale : Monsieur FOUNSIE Hyacinthe ;
- Spécialiste en Développement d'Entreprises : Monsieur NDAM POUFOUN Olivier ;



- Spécialiste en Genre, Communication et Gestion des Savoirs : Mme MPOUMA LOGMO Géraldine
- Comptable : Monsieur SALLA Samuel ;
- Conseillers d'Entreprises :
  - ✓ Monsieur BIDJOH Benjamin ;
  - ✓ Monsieur SONKWE Alex ;
  - ✓ Monsieur NTIECHE Christian ;
  - ✓ Monsieur AWE Modeste.

Pour des raisons personnelles, la candidate sélectionnée au poste de Spécialiste en Genre, Communication et Gestion des Savoirs a fait savoir qu'elle ne pouvait pas accepter le poste pour lequel elle avait été retenue. Et c'est ainsi qu'après avis de non objection du FIDA, un arrêté conjoint des ministères de tutelle signé du 12 mai 2015 a désigné Mme Ebakisse Sandrine comme la Spécialiste en Genre, Communication et Gestion des Savoirs du PEA-Jeunes. Pour des raisons personnelles, cette dernière a présenté sa démission depuis février 2016.

Par ailleurs, un (01) Spécialiste en Passation des Marchés ainsi que quatre (04) autres conseillers d'entreprises URAC ont été recrutés par décision conjointe MIANDER-MINEPIA du 13 janvier 2016.

Il s'agit de :

- Spécialiste en Passation des Marchés :
  - ✓ Monsieur TAKOUO Claude
- Conseillers d'entreprise URAC
  - ✓ Madame DJALEU Angèle Nicole épouse AYIODJEU ;
  - ✓ Monsieur BOUBA Samuel ;
  - ✓ Monsieur BESSI ABOGANINA Hubert ;
  - ✓ Monsieur ZOBO MVOGO Hyacinthe ;

Cette vague de personnel, après une période d'imprégnation à la CNCG, a été affecté dans les URAC le 30/03/2016 par note de service du Coordonnateur National du PEA-Jeunes.

La mission de supervision d'avril 2016 avait recommandé de diligenter le recrutement d'un spécialiste Genre, Communication et Gestion des Savoirs. C'est ainsi que le spécialiste, Mme NDOMO NGONO Josiane Nadège a été recrutée par décision conjointe MINADER-MINEPIA du 25 juillet 2016 et a pris service le 1er août 2016.

Au 31/12/2016, tout le personnel cadre du PEA-Jeunes est en fonction à l'exception du Responsable Administratif et Financier et du Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation.

Un Responsable Administratif et Financier par intérim est en fonction (Mr ESSOMBA Ernest).

### 3.3 Recrutement du personnel d'appui

Les postes pour lesquels le recrutement a été lancé sont les suivants :

- 04 agents administratifs et financiers ;
- 01 secrétaire de direction ;
- 03 chauffeurs ;
- 04 agents de sécurité ;
- 02 agents de surface.

Après la non-objection du Bureau-Pays du FIDA sur la proposition du Cabinet APAVE Cameroun mandaté à cet effet, une note de service du PEA-Jeunes du 09 juin 2015 a officiellement désigné la première vague du personnel d'appui à la CNCG.

Il s'agit des personnes ci-après :

- Assistant Administratif et Financier

- ✓ Mme BELLA BELLA Dorothée
- Secrétaire
  - ✓ Mr OTABELA AYISSI Platon
- Chauffeurs :
  - ✓ Monsieur NOAH Gaëtan Emmanuel ;
  - ✓ Monsieur ARREY MBI Clment ;
  - ✓ Monsieur IBRAHIMA HADI ;
- Agents de sécurité :
  - ✓ Monsieur NZANA Arnaud Pascal ;
  - ✓ Monsieur NA AKOKORIBAI Kaif ;
  - ✓ Monsieur OMBE BILOA Justin Demars Boris ;
  - ✓ Monsieur NKOUNG Armel Steve
- Agents de surface :
  - ✓ Madame MENDOUGA ONANA épouse ALO'O ELA
  - ✓ Mademoiselle ENDOMBA Emilienne

#### 3.4 Recrutement de la suite du personnel d'appui

La suite du recrutement concerne d'une part les postes d'assistant de direction et d'assistant comptable et d'autre part, le personnel d'appui des URAC à savoir, les Assistants Administratifs et Financiers, chauffeurs et agents de sécurité.

Le processus de recrutement de l'Assistant de Direction et des agents d'appui s'est bouclé et a livré ses résultats avec les avis de non objection du FIDA du 1er/11/2016 et du 11/11/2016. Ainsi ont été recrutés :

- Assistant de direction :
  - ✓ Mme MONGO née MEKAGOUM MBAH Paule Vivette
- Chauffeurs
  - ✓ Mr NGANDO LOKO Adolphe ;
  - ✓ Mr ABDOULAYE Ousmanou ;
  - ✓ Mr ATEBA NKOA Alexandre H. ;
  - ✓ Mr ETOUNDI Jérôme ;
  - ✓ Mr MVONDO Abena Michel
- Agents de sécurité
  - ✓ MIMBAH Sharon Mbakoa ;
  - ✓ Bidoung Jean Calvin ;
  - ✓ Essomba Assie Jules Hervé ;
  - ✓ Ntsongo tonron Magloire ;
  - ✓ Man-Igre Garaobe Antoine,
  - ✓ Kpete Didier
  - ✓ Kounou Marcelin
  - ✓ Molo Bimogo Eric
- Agents de surface
  - ✓ MBAZOA DOMIIQUE Pascaline ;
  - ✓ AMINA Pauline,
  - ✓ MANGA ONGUENE Alphonsine Solange
  - ✓ MFEGUE ESSOMBA Odile Estelle

L'assistant comptable et les Assistants administratifs et financiers ne sont pas encore désignés mais la short liste est établie.

#### IV. LECONS APPRISSES DES ACTIVITES MENEES

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme au 31/12/2016 se résument ainsi :

#	Leçons
1	Défis ambitieux d'incuber 50 jeunes en 2015 en dépit du fait que les principaux acteurs de mise en œuvre de la démarche du programme n'étaient pas encore en place. Cet objectif a permis de tester le mécanisme de facilitation, d'incubation et le début de la mise en relation avec les IFR, et a permis d'anticiper sur le renforcement des acteurs d'exécution du programme (ONG, SIE, IFR) et de mieux envisager le processus qui s'est malgré tout limité en 2016 à l'incubation de la catégorie C2, du fait que les parties prenantes (MASHAV, BIT, facilitation, etc.) n'étaient toujours pas en activité ;
2	La quasi-totalité des jeunes incubés pendant les phases pilotes de 2015 et 2016 sont engagés dans le maillon production, ce qui appelle à une meilleure internalisation de l'approche chaîne de valeurs par les acteurs en amont (ONG de facilitation, URAC) en vue de la diversification des idées de projet, des maillons, et de manière générale d'avancer vers la recherche de la qualité ;
3	La phase pilote 2015 s'est achevée en 2016 avec l'installation de 57 PIE (sur 80) pour un coût total des projets de <b>175 357 351 F CFA et l'appui du programme en kits de 67 393 230 F CFA</b> , amenant à retenir que : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le dispositif de contrôle qualité des plans d'affaires doit être mobilisé en amont du processus de financement (incubation, CRV) et la participation aux CRV des IFR contribuant au financement, afin de réduire les délais de financement ;</li> <li>✓ la structure du financement et la durée de mise en place du financement ont été modifiés (de 6 à 18 mois) pour s'adapter aux spéculations ;</li> <li>✓ qu'une meilleure implication des CE-URC dans la mise en relation des jeunes avec les IFR et le suivi des financements est indispensable ;</li> <li>✓ la proscription du terme « <b>subvention</b> » : au profit de « <b>crédit de démarrage/renforcement au taux zéro</b> » pour valider la spécificité entrepreneuriale du Programme, et confirmer la reconstitution du kit ;</li> <li>✓ le versement de l'apport personnel du jeune est systématique et en numéraire.</li> </ul>
4	Certaines spéculations à fort potentiel économique ne sont pas prises en compte dans ciblage sectoriel, ce qui embarrasse le choix des jeunes : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cultures maraîchères dans le bassin Lékiè/Haute Sanaga ;</li> <li>✓ Cultures maraîchères au niveau des Bas-Fonds de Yaoundé ;</li> <li>✓ tubercules dans le bassin du Mbam et Kim ;</li> <li>✓ Priorité à l'ananas dans le bassin d'AWAE au détriment de l'élevage pourtant pratiqué par les jeunes ;</li> <li>✓ Pomme de terre dans la Mezam (Nord-Ouest).</li> </ul>
5	Expérience acquise en négociation dans le cadre des partenariats stratégiques du PEA-Jeunes (BIT, MASHAV, DID, PADMIR) et dont les cas BIT et MASHAV ont fortement marqué le personnel ;
6	Procédure de passation des marchés assez lourde, fastidieuse et nécessité de disposer d'une équipe dédiée à plein temps au PEA-Jeunes pour délivrer les résultats dans les délais ; Expériences vécues et nécessité d'une attitude conservatoire dans la planification des PTBA
7	Obligation absolue de procéder annuellement à l'évaluation des contrats annuels de performance des partenaires techniques avec possibilité de les réviser ou les dénoncer, afin de garantir les respects des engagements contractuels vis-à-vis du Gouvernement afin de ne pas compromettre les résultats du programme ;
8	Une phase de prédémarrage qui a balayé toutes les étapes précédant le démarrage, de manière à ce que les activités du PEA-Jeunes aient effectivement démarré 3-4 mois après la signature de l'Accord de Financement (réduction du délai de démarrage après signature de l'accord de financement)

## V. DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du Programme pendant la période allant de janvier à décembre 2016 se résument comme ci-après :

- 1) Non effectivité des partenariats techniques signés avec BIT, MASHAV, ce qui influe la cohérence et les délais de mise en œuvre des activités dépendantes ;
- 2) La composition des CRV est établie sans tenir compte du besoin d'associer tous les EMF mobilisés dans le Programme et certains EMF membres ne sont pas acteurs sur le terrain, d'où la nécessité d'élargir les CRV aux IFR effectivement participantes ;
- 3) Réticence des IFR à participer au partage des risques de financement des projets des jeunes, du fait que la plupart étaient des start-up et sans expérience avec les IFR ;
- 4) Epidémie de grippe aviaire qui a retardé le démarrage des projets d'aviculture (l'essentiel des projets dans le Centre), retardé les commandes de poussins d'un jour, etc. et amplifié la réticence des IFR à s'engager au financement des projets.
- 5) Difficultés et retard accusé à mettre en œuvre les business plan des PIE pilotes du fait de l'inadéquation avec la réalité, de l'inexistence des sites de projets, de la lourdeur de l'ajustement des business plan, etc.
- 6) Faible maîtrise de la démarche et des procédures du programme (démarche d'accompagnement / informations erronées données aux jeunes, non maîtrise des outils d'élaboration du Business plan, retard dans l'ouverture et l'opérationnalisation des comptes dédiés pour les opérations d'incubation, forte pression due à la courte durée du processus, changement à la tête de certaines structures étatiques d'incubation) ;
- 7) Processus de sécurisation des sites de la SIR et de démarrage de l'étude de faisabilité de la SIR assez lourds et qui affecteront sûrement les délais de mise en place de l'infrastructure ;
- 8) Démission de certains personnels (RAF, SPIF, comptable), ce qui a rendu impossible les décaissements (cas du RAF) pour les paiements en instance, les régularisations des prestataires de service et a fortement retardé le calendrier d'exécution des activités prévues (tenue des ateliers, conduite des études, missions de terrain), et par ricochet a sans doute amoindri la performance annuelle du programme. La mesure conservatoire adoptée a elle aussi nécessité une longue période pour accréditer l'intérimaire désigné jusqu'au dépôt de ses signatures.
- 9) absence à un moment donné, d'autonomie financière de gestion du PEA-Jeunes comme prescrite dans l'Accord de Financement et l'aide-mémoire de la dernière mission de supervision, avec notamment, une trop grande implication de la Caisse Autonome d'Amortissement qui juge de l'opportunité de certaines activités projetées par le PEA-Jeunes, non objectées par le FIDA et la Cotutelle et finalement pas réalisées par manque de ressources (paiements des partenaires stratégiques, sortie de jeunes des incubateurs, appui institutionnel, etc.), ce qui a retardé les délais d'exécution des activités ;
- 10) lenteurs observées dans le processus de passation des marchés, à cause notamment des délais assez longs d'attente de publication dans les canaux d'information à large audience et de l'examen des dossiers de marchés par la CSPM car partagée par 02 projets ; et du

faible niveau de maîtrise des procédures de passation de marchés (y compris le personnel du projet) ;

- 11) Délai trop long dans le paiement des prestataires/consultants, entraînant des retards dans l'exécution des activités et terni la réputation du PEA-Jeunes (cérémonies de rencontre de

En termes de suggestions, il est demandé de :

#### SUGGESTIONS D'AMELIORATIONS

- ✓ Accélérer les négociations avec les partenaires techniques en vue de l'effectivité de leurs assistances techniques ;
- ✓ Continuer la sensibilisation des IFR et la signature des conventions de partenariat pour stimuler leur adhésion et le co-financement des PIE ;
- ✓ Mobiliser le dispositif de contrôle qualité des plans d'affaires en amont du processus de financement (incubation, CRV) et faire participer aux CRV des IFR contribuant au financement, afin de réduire les délais de financement des entreprises ;
- ✓ Renforcer l'équipe du Programme en pourvoyant les postes vacants, notamment celui du Responsable Administratif et Financier ;
- ✓ Continuer le renforcement de l'équipe du programme en développant l'esprit d'équipe et les capacités des cadres dans la passation des marchés et autres et en comblant à titre définitif (des intérimaires ont été désignés) les désistements et les postes non encore pourvus ;
- ✓ Former le personnel du Programme et les membres de la CSPM sur les procédures en la matière ;
- ✓ Veiller à ce que les performances des structures d'incubation locales, les Comité Régionaux de validation, les URAC et la CNCG soient davantage améliorées afin d'assurer un impact significatif de leurs actions sur les populations cibles que sont les jeunes entrepreneurs agropastoraux ruraux et les femmes.

## VI. CONCLUSIONS

L'exécution des activités du PTBA 2016 s'est poursuivie en dépit des multiples difficultés rencontrées. Les activités prévues ont été exécutées dans leur grande majorité et ont livré des résultats. Quelques activités techniques ont connu des retards et n'ont pu être exécutées entièrement à cause d'un certain nombre de contraintes qu'il fallait lever.

En effet, les études de base qui visent à donner une lisibilité aux interventions du projet ont été menées à terme (caractérisation des bassins de production, situation de référence, etc.). L'opérationnalisation et le renforcement des URAC sont effectifs. Les Comités Régionaux de Validation (CRV), structure intermédiaires de sélection des idées de projet ou de validation des requêtes de financement ont été mis en place, renforcés et sont opérationnels. Le dispositif d'appui au financement des entreprises est effectif avec la mise en place du guichet de transit, le conventionnement avec les IFR, l'élaboration des manuels et procédures de gestion. Le financement des jeunes est effectif avec un total de 57 jeunes ayant reçus les appuis du programme en kits d'installation/renforcement et les entreprises en cours de création.

Pour ce qui est des activités externalisées, signalons que la mise en œuvre des activités avec les partenaires techniques s'est poursuivie avec DID et dans une certaine mesure avec PADMIR en dépit du niveau peu satisfaisant des performances attendues. Cependant, la situation n'a pas beaucoup évolué avec MASHAV et BIT. Bien que MASHAV ait démarré l'assistance technique avec des missions au Cameroun, cette assistance s'est estompée malgré les paiements directs des ressources prévues dans le cadre du contrat 2016. C'est également la même situation avec BIT dont les activités 2016, définitivement arrêtées en juillet, ont à peine démarré.

Par ailleurs les structures de facilitation et d'incubation ont démarré leur collaboration avec le PEA-Jeunes et des résultats atteints sont satisfaisants.

S'agissant du personnel du Programme, tous les cadres ont été recrutés et ont été opérationnels, à l'exception du Responsable Administratif et Financier et, du Spécialiste en Pédagogie et Ingénierie de Formation et du comptable, qui ont démissionné. Un Responsable Administratif et Financier par intérim accompagne le Programme mais le processus de son accréditation officielle a pris du temps et n'a pas facilité le déroulement sans perturbation des activités du Programme. Le personnel d'appui des URAC a été sélectionné et affecté dans les régions.

Toutefois, certaines activités majeures comme l'étude de faisabilité de la structure d'incubation de référence, les études techniques complémentaires et le renforcement des structures d'incubation n'ont toujours pas démarré.

***Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du programme au 31/12/2016 est de 65 % avec une performance financière de 55,72%. La performance financière par rapport à la ligne de base du projet est de 8,68 % au 31/12/2016.***

Enfin, des leçons ont été apprises des difficultés rencontrées. Les activités majeures du PTBA 2016 n'ont été exécutées seront reportées en 2017 et vont connaître une accélération afin que les résultats prévus soient atteints dans les délais.

Nous remercions grandement le MINADER, le MINEPIA et le FIDA pour les ressources financières, les diligences apportées depuis la formulation du PEA-Jeunes et pour l'assistance technique permanente afin d'aider l'équipe du programme à atteindre les résultats escomptés.

## ANNEXES

### Annexe 1 : Projet de Cadre Logique du Programme actualisé

RESUME DESCRIPTIF	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<p><b>But</b> Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro pastoraux du Cameroun</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 30% pour au moins 50% des jeunes entrepreneurs ciblés, d'ici à 2021.</li> <li>La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de 5%, passant de X%<sup>1</sup> à Y% chez les filles et de X% à Y% chez les garçons d'ici à 2021.</li> <li>Réduction de 10% du nombre de ménages confrontés à la première période de disettes.</li> </ul>	<p>Études d'impact, Études Sygri Statistiques nationales Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition</p>	<p>Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme</p>
<p><b>Objectif de développement</b> Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5040 entreprises dont 30% gérées par les femmes sont établies ou consolidées et créent au moins 20 160 emplois directs d'ici à 2021</li> <li>Au moins 65% des entreprises sont fonctionnelles 3 ans après leur création</li> <li>3276 entreprises rapportent une augmentation d'au moins 50% de la marge brute</li> </ul>	<p>Plan de Travail et Budget Enquête sur les ménages Rapports</p>	<p>Disponibilité des jeunes à participer au programme  Environnement juridique, financier et des affaires est favorable</p>
<b>COMPOSANTE 1 : DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGRO PASTORALES</b>			
<p><b>Effet escompté I.</b> L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 12 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt</li> <li>80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées</li> <li>80% des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entreprenariat</li> <li>Taux de satisfaction des jeunes des services d'appui-accompagnement &gt;70%</li> </ul>	<p>Évaluation d'effets Études de cas</p>	<p>Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entreprenariat agricole</p>
<p><b>Produit 1.1.</b> Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>04 cohortes de jeunes promoteurs sortent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable</li> <li>Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021</li> </ul>	<p>Mission de suivi et supervision  Audit technique et opérationnel Rapports Base de données</p>	<p>Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés</p>
<p><b>Produit 1.2.</b> Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 12 structures incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui-accompagnement des jeunes dans leurs entreprises</li> <li>1 structure d'incubation de référence est promue</li> <li>Nombre de structures d'incubation ayant intégré dans leur curriculum la formation entrepreneuriale</li> </ul>		

RESUME DESCRIPTIF	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>COMPOSANTE 2 : ACCES AUX SERVICES FINANCIERS</b>			
<b>Effet escompté II.</b> L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15% 70% des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF (dont 15% de projets portés par des femmes)	Evaluation d'effets Base de données	Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entreprenariat rural Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits
<b>Produit 2.1.</b> Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place.	04 (quatre) nouveaux produits sont développés Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel : -augmentation des ressources du fonds de facilitation à hauteur de 9.2 millions d'USD -le fonds de facilitation est institutionnalisé -nombre de contrats passés avec les IFR -augmentation d'au moins 50% du volume de crédits octroyés -taux de reconstitution de la ligne de financement des kits (DAT)	Registre des contrats Rapports Enquêtes Mission de suivi et supervision	
<b>COMPOSANTE 3 : AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ENTREPRENEURIAL</b>			
<b>Effet escompté III.</b> Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	Au moins 50% des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	Enquêtes de satisfaction Client survey	Appropriation et intérêt des ministères de tutelle
<b>Produit 3.1</b> Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entreprenariat agro pastoral est établi	1 réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	Agrément du réseau	Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Évaluation des adhésions	
<b>Produit 3.2.</b>	la politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée (BIT)	Délibération des sessions parlementaires	
Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré	L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices (		
<b>COMPOSANTE 4 : COORDINATION, GESTION, SUIVI-EVALUATION, GESTION DES CONNAISSANCES</b>			
<b>Produit 4.1</b> La coordination et le suivi des activités est effective	1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales sont établies et opérationnelles -taux d'exécution du PTBA 65%	PTBA SSE Rapports des URAC et de l'UNAC	



RESUME DESCRIPTIF	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
	<p>-nombre de comités de pilotage tenus</p> <p>Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel</p> <p>-nombre de rapports de SE produits</p> <p>-% de recommandations des missions de supervision mises en œuvre (&gt;85%)</p> <p>La gestion financière du Programme est saine</p> <p>-le résultat des rapports d'audits est satisfaisant</p> <p>-% de DRF acceptées par le FIDA</p> <p>La collaboration avec les partenaires techniques est mise en œuvre est satisfaisante</p> <p>-taux d'exécution des contrats de performance &gt;80%</p>		
Produit 4.2 La capitalisation des effets du programme est assurée Produit 4.2 La communication sur les interventions, la gestion des savoirs et l'intégration du genre dans les activités sont effectives	<p>Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle</p> <p>- nombre de cas-école documenté</p> <p>- nombre de supports de communication réalisés</p> <p>-une bibliothèque électronique est mise en place et opérationnelle</p>	Stratégie de communication Supports de communication Stratégie genre	

## Appendice 2 : Cadre logique mis à jour avec les indicateurs SYGRI au 31/12/2016

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS			Moyens de vérification proposés	Hypothèses (H)/Risques(R)
	DESIGNATION	Valeurs initiales 2016	Valeurs finales 2021		
But : Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro pastoraux du Cameroun	Indice d'accumulation des biens d'au moins 50% des ménages			Enquête SYGRI	Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme
	Prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans/Filles/Garçons	18%/15%/21%	12%/10%/16%	Enquête SYGRI	
	% ménages confrontés à la première période de disettes.	3%		Enquête SYGRI	
	Revenu moyen annuel des jeunes entrepreneurs agropastoraux		A déterminer	Enquête revenus	
Objectif de développement : Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois	Nombre entreprises agropastorales jeunes établies ou consolidées	0	5040	Rapports SE	Disponibilité des jeunes à participer au programme Environnement juridique, financier et des affaires est favorable
	Nombre emplois créés	0	20160	Rapports SE	
<b>COMPOSANTE 1 : DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGRO PASTORALES</b>					

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS			Moyens de vérification proposés	Hypothèses (H)/Risques(R)
	DESIGNATION	Valeurs initiales 2016	Valeurs finales 2021		
<b>Effet escompté I.</b> L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré	Nombre de structures d'incubation intégrant la formation entrepreneuriale dans leur curriculum	0	10	Rapports structures d'incubation	Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entrepreneuriat agricole Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés
	% jeunes promoteurs formés bénéficiaires des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat	0%	80%	Rapports structures d'incubation	
<b>Produit 1.1.</b> Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt	Nombre de cohortes de jeunes promoteurs formés disposant d'un plan d'affaire bancable	0	4*nombre années du projet	Rapports structures d'incubation	
	Nombre de jeunes promoteurs formés et accompagnés	0	5040	Rapports structures d'incubation	
<b>Produit 1.2.</b> Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises	Nombre de structures d'incubation renforcées et contractées	0	10	Contrat	
	Nombre de structure d'incubation de référence promue	0	1	Rapports SIR	
<b>COMPOSANTE 2 : ACCES AUX SERVICES FINANCIERS</b>					
<b>Effet escompté II.</b> L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	Nombre de réseaux d'EMF installés à proximité des entreprises des jeunes	0	6	Rapports EMF	Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entrepreneuriat rural
	% projets appuyés obtenant un crédit auprès des EMF	0%	70%	Rapports EMF	
<b>Produit 2.1.</b> Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place.	Nombre de nouveaux produits développés	0	4	Rapports EMF	Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits
	Montant de fonds de facilitation		9,2 millions USD	Rapports SE	
<b>COMPOSANTE 3 : AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ENTREPRENEURIAL</b>					
<b>Effet escompté III.</b> Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	% des bénéficiaires satisfaits de l'environnement des affaires		50%	Enquête de satisfaction	Appropriation et intérêt des ministères de tutelle
Produit 3.1 Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entrepreneuriat agro pastoral est établi	Réseau national des jeunes entrepreneurs agropastoraux créé répondant aux besoins des jeunes	Non	Oui	Agrément du réseau	Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
Produit 3.2. Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré	Politique sur le développement des entreprises agropastorales formulée et adoptée	Non	Oui	Document de politique	
	% jeunes promoteurs bénéficiaires d'une sécurisation foncière	0%	30%	Rapports SE	
<b>COMPOSANTE 4 : COORDINATION, GESTION, SUIVI-EVALUATION, GESTION DES CONNAISSANCES</b>					
Produit 4.1 La coordination et le suivi des activités est effective	Taux de décaissement du PTBA	0%	65%	Rapports SE	
	Taux d'exécution physique du PTBA	0%	65%	Rapports SE	
	% recommandations des missions de supervision exécutées	0%	70%	Rapports SE	
	Taux d'exécution des contrats de performance	0	80%	Rapport évaluation de performance des partenaires	
Produit 4.2 La communication sur les interventions, la gestion des savoirs et l'intégration du genre dans les activités sont effectives	Nombre de documents de capitalisations produits	0	100	Documents de capitalisations	

Annexe 2 : Appendice 3 -Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
<b>Exécution technique</b>							
1	23	Diligenter la réalisation des études de bassins afin de garantir l'entrée en incubation de deux cohortes de jeunes promoteurs en 2016 (en juillet et en octobre 2016)	30/06/16	SDE	SPIF	100 %	Depuis la dernière mission de supervision (avril 2016), la sélection des consultants internationaux et nationaux a eu lieu (16 consultants) ainsi que la désignation des agents de collecte de données (AVZ). Ces AVZ et les consultants nationaux ainsi que les cadres du Programme ont participé à l'atelier méthodologique du 04 au 07 juillet 2016. La collecte des données s'est déroulée du 08 juillet à fin août. Les rapports provisoires par région sont produits en novembre 2016. La restitution nationale a eu lieu à la CNCG le 28/11/2016 et les rapports définitifs déposés au PEA-Jeunes le 18 décembre 2016.
2	20	Diligenter le recrutement des prestataires de facilitation afin de garantir l'entrée en incubation de deux cohortes de jeunes promoteurs en juillet et octobre 2016	30/06/16	SPIF	SPIF	100 %	Quatre prestataires de service non financiers (ONG de facilitation) ont été sélectionnés (SAILD dans le Centre, Agro PME dans le Littoral, CAIPE dans le Sud, SIRDEP dans le Nord-Ouest). Des négociations sur leurs propositions financières ont eu lieu les 07 et 08 sept. 2016. Les contrats de service a été envoyés au FIDA le 19 septembre 2016 pour ANO. Après cet ANO, les contrats de service ont été signés le 02 et 03 novembre 2016.
3	24	Mettre en place des activités de facilitation avec l'expertise de l'équipe SDE en anticipation, de l'assistance technique du BIT	Continu	SPIF	SDE	100 %	Le PEA-Jeunes (équipe SDE) a engagé des campagnes de sensibilisation au niveau de chaque URAC en attendant le recrutement des ONG de facilitation. Par la suite, les ONG ont été recrutées. La facilitation s'est déroulée du 17 au 31 octobre 2016 dans les bassins de production et a permis l'émergence de 765 idées de projets portées par 517 hommes et 248 femmes. A l'issu de cette facilitation, il a été élaboré : 01 fichier préliminaire des jeunes éligibles, le diagnostic sommaire de la situation de 765 jeunes ,765 fiches d'idées de projets. Cette facilitation a été conduite par 04 ONG à savoir SAILD dans la région du Centre, CAIPE dans la région du Sud, Agro-PME dans la région du Littoral et SIRDEP dans la région du Nord-Ouest.
4	25	Définir les activités éligibles et les flux d'entrée en incubation pour le PTBA 2016 à partir des résultats de l'étude des bassins et des capacités des structures d'incubation	30/08/16	SDE	SPIF, CE-URAC, RSE, CN, RAF	100 %	Dans chaque URAC, les activités éligibles pour la cohorte 2016 des PIE ont été définies. Les flux d'entrée en incubation sont également arrêtée à raison de 50 PIE par structure d'incubation (on a au total 05 SIE pour 2016).
5	28	Diligenter la mise en place des CRV et mettre en place les dispositions prévues dans leurs attributions	30/06/16	SDE	CN	100 %	Les CRV ont été créés et leur composition constatée par la cotutelle. Les membres des CRV ont été installés au 08/08/2016. Leur formation a eu lieu à Ebolowa du 25 au 26 octobre 2016. Au total, 26 participants et membres des CRV sur les 28 attendus ont été formés, soit un taux de réalisation de 92,85%.

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
6	28	Elaborer un règlement intérieur des CRV pour leur fonctionnement et former les membres desdits Comités pour une bonne compréhension de l'accès aux services financiers	30/06/16	SDE	CE-URAC	100 %	Le règlement intérieur des CRV a été élaboré et validé lors de l'atelier de formation des membres des CRV tenu du 25 au 26 octobre tenu à Ebolowa.
7	33	Diligenter la contractualisation des structures d'incubation pour l'accompagnement des jeunes de l'opération pilote en intégrant un suivi par les conseillers URAC	31/07/16	CN	SPIF, CE-URAC, SDE	100 %	Les conventions et cahiers de charges ainsi que le barème des prix de prestation ont été élaborés, négociés et validés en accord avec les structures d'incubation. L'avis de non objection du FIDA du 06 octobre 2016 a permis de procéder le 08 novembre à une renégociation du contenu financier des contrats avec les SIE. Un second ANO du FIDA du 18 novembre a permis de finaliser les différents documents contractuels et leur signature a eu lieu du 24 au 25 novembre 2016.
8	33	Renforcer la formation à l'entrepreneuriat et l'appui conseil (des conseillers des SIE) en relation avec les activités de la composante B	30/09/16	SDE	CE-URAC	100 %	L'atelier a été organisé du 10 au 11 novembre 2016 à l'intention de 26 participants (21 hommes et 05 femmes) dont du 12 personnels du PEA-Jeunes (10 hommes et 02 femmes) et 14 personnes venant des structures d'incubation (11 hommes et 03 femmes).
9	35	Finaliser des plans d'affaires des 28 PIE restants de l'opération pilote et rechercher d'autres jeunes aux profils et aux projets similaires à ceux de cette opération pour la prochaine cohorte (entrée en incubation prévue en août 2016)	30/06/16	SFR	CE-URAC	100 %	Au 30/10/2016, les 28 business plans sont finalisés, validés par DID et envoyés aux EMF pour avis de financement.
10	37	Organiser rapidement un atelier d'internalisation de l'approche du programme et y partager les enseignements de l'opération pilote.	30/07/16	SPIF	SDE, SFR, CE-URAC	100 %	Atelier organisé du 17 au 19 octobre 2016. Au cours dudit atelier, l'approche du programme a été partagée, les enseignements et leçons de la phase pilote partagés avec les parties prenantes. Des résolutions et recommandations ont été prises, notamment l'harmonisation de la démarche de financement des PIE dans les URAC, la collaboration avec DID et les IFR lors de l'incubation afin de réduire les délais d'élaboration des plans d'affaires.
11	40	Elaborer des profils d'investissement en fonction des filières, des activités et des bassins assorti d'un modèle de kit par activité en vue de servir de référence pour l'accompagnement des cohortes suivant celle de la phase pilote.	30/09/16	SPIF	CE-URAC, SDE	100 %	Des profils d'investissement ont été élaborés pour les activités de production (agricole et élevage), assorti de modèle de kits par spéculation. Ces profils et modèles vont servir de référence pour l'accompagnement des cohortes suivant celle de la phase pilote.
12	46	Elaborer une fiche de synthèse d'évaluation de chacune des 5 structures d'incubation pressenties	30/06/16	SPIF	CE-URAC; SDE	100 %	une fiche de synthèse d'évaluation a été élaborée par URAC et pour chacune des 5 structures d'incubation pressenties concomitamment avec les filières éligibles pour chaque SIE

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
13	47	Signer des contrats successifs en relation avec la montée en charge des activités et de l'organisation des structures d'incubation	30/11/16	SPIF	RAF, SPM, SDE, SPIF, RAF	100 %	Le PEA-Jeunes envisait de signer 02 séries de contrats en 2016 d'abord pour l'accompagne des 80 PIE pilotes et ensuite pour les 250 PIE à recruter. A cause des contraintes financières du programme (démission du RAF) l'octroi des kits aux 80 PIE a connu un retard significatif et les contrats de suivi post-incubation sont renvoyés à une date ultérieure. Pour la cohorte 2016, les conventions et cahiers de charges ont été élaborés, négociés, non objectés par le FIDA et signés entre le 24 et 25 novembre 2016. L'incubation a démarré le 14/11/2016.
14	47	Accompagner prioritairement en 2016 le montage de partenariats locaux avec les opérateurs identifiés par les études de bassin	31/12/16	SPIF	SDE, SFR, CE-URAC	60 %	Les rapports finaux de l'étude de caractérisation des bassins de production a identifié un certain nombre de partenaires locaux. Un atelier organisé les 19 et 20 janvier a permis d'identifier les actions communes à mener par ces acteurs locaux en les intégrant dans la démarche d'animation des bassins et de mise en œuvre du programme. Il restera en 2017 à conventionner avec les partenaires devant accompagner la mise en œuvre du PEA-Jeunes à différents niveaux (bassins, région et national).
15	48	Etablir un barème des prix des prestations de services des opérateurs du PEA Jeunes en cohérence avec les autres interventions (programmes et projets) qui mobilisent les mêmes opérateurs (Structures d'incubation)	30/10/16	SPIF	SDE, SFR, RAF et SPM	100 %	Le barème des prix des prestations de services des opérateurs du PEA Jeunes est élaboré. Ce barème est élaboré en cohérence avec les autres interventions (programmes et projets) qui mobilisent les mêmes opérateurs (Structures d'incubation)
16	49	Poursuivre les activités de sécurisation des sites de la structure d'incubation de référence (sites de Balamba-4 409ha- et Goufan-46,31ha) jusqu'à l'obtention des titres fonciers.	31/12/16	RSE	CN, Prefecture Mbam & Inoubou, MINADER, MINFI, MINDC AF	90 %	Les travaux de sécurisation ont démarré le 29 juillet 2016. Les activités de sensibilisation des populations locales, de bornage et d'évaluation des biens mis en cause ont été effectuées. Le bilan à mi-parcours a été présenté au ministre MINADER le 02 septembre 2016 à Balamba. Le PV de bornage, les rapports des sous-commissions d'évaluation des biens mis en cause ont été produits. L'état de cession des terres au PEA-Jeunes a été évalué et approuvé par le MINADER pour paiement, qui a eu lieu le 23 novembre 2016. Ce paiement a permis de finaliser le rapport des travaux qui ont été restitués le 04 janvier avec signature par tous les membres du PV définitif de la Commission de sécurisation. Le rapport final de bornage et d'évaluation de la Commission Technique Départementale a été transmis au Ministère des Domaines et du Cadastre le 12 janvier 2016 pour suite de la procédure (décret d'expropriation, Indemnisation, Titre foncier).
17	50	Solliciter la non objection du FIDA sur les résultats du dépouillement des offres de l'Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet/bureau d'ingénierie conseil devant conduire les études techniques de faisabilité de la SIR	25/04/16	RSE	RSE	100 %	Le rapport présentant les résultats du dépouillement des offres de l'Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet/bureau d'ingénierie conseil devant conduire les études techniques de faisabilité de la SIR, a été envoyé le 14 avril 2016 pour ANO du FIDA (avant la fin de la mission de supervision)

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
18	52	Orienter le diagnostic complémentaire des structures d'incubation existantes à mener par MASHAV en fonction des objectifs du PTBA 2016 et d'apporter sa contribution à partir de la synthèse de l'évaluation des centres	31/12/16	SDE	RSE	100 %	La mission de diagnostic complémentaire des structures d'incubation existantes a été conduite par MASHAV du 14 juin au 05 juillet 2016 avec l'accompagnement de bout en bout des cadres du PEA-Jeunes (SDE et SPIF) qui ont veillé à la prise en compte des objectifs de renforcement des SIE prévus dans le PTBA 2016. Les propositions de MASHAV sont données à partir de la synthèse de l'évaluation faite des SIE. Toutefois, c'est seulement le 27 septembre que le rapport de mission a été déposé au PEA-jeunes par MASHAV
19	55	Organiser de façon concertée la planification des assistances techniques BIT et MASHAV en valorisant leurs complémentarités afin d'éviter les retards, confusion, et chevauchements d'intervention	Continu	SDE	RSE, SPIF	100 %	Les échanges ont été conduits par PEA-Jeunes en direction du BIT et MASHAV à cette fin. Malheureusement, les MASHAV n'a pas déployé son assistance technique au Cameroun comme prévu. De même, l'équipe technique dédiée du BIT n'est pas encore recruté. Toutefois, une concertation en termes de complémentarité dans le déploiement de l'assistance technique BIT et MASHAV a eu lieu lors de l'atelier de planification du PTBA 2016, et le programme veillera à cette concertation dans l'assistance technique en 2017
20	56	La CNCG doit s'engager dans une co-construction des outils d'intervention avec les assistants techniques (BIT et MASHAV) qui seront mis à disposition du PEA-Jeunes.	Continu	SDE	SPIF	Non échu	Non exécutée. Les Assistances Techniques BIT et MASHAV n'ont pas été opérationnelles en 2016. Le recrutement de l'équipe de projet BIT est en cours. L'assistant technique MASHAV n'est toujours pas désigné.
21	62	Veiller à ce que DID et PADMIR produisent et soumettent au PEA-Jeunes un rapport d'activités à la fin de chaque trimestre	Continu	SFR		85 %	Depuis la mission de supervision d'avril, DID a soumis les rapports d'activité au 30 mai ainsi que ceux au 30 juillet et au 30 octobre 2016. PADMIR a été sensibilisé à cet effet et au 31/12/2016 ses rapports d'activités sont encore attendus (Ce projet a clôturé).
22	62	Produire chaque trimestre un rapport de synthèse sur les activités des partenaires stratégiques DID et PADMIR sur la base de la consolidation et de l'analyse d'ensemble des réalisations	Continu	SFR	DID, PADMIR	34 %	La production du rapport trimestriel de synthèse sur les activités des partenaires stratégiques DID et PADMIR est effective et se poursuit. Il est attendu les compléments d'informations du partenaire PADMIR pour consolider les réalisations
23	63	Tenir la revue des livrables et organiser au besoin des sessions d'échanges et de discussions aux fins de validation, conformément aux dispositions des contrats de performance signés avec les partenaires	Continu	SFR		100 %	Les échanges sont organisés de manière régulière avec DID. La revue des livrables par PEA-Jeunes est systématique. Au cours de ces échanges, les résultats de la revue des livrables sont discutés avec DID et les observations sont apportés par le partenaire avant la validation.
24	64	Diligenter la finalisation du manuel définissant les modalités "voie rapide" pour la phase-pilote ainsi que la formalisation rapide des conventions et contrats de performance prévus avec les institutions financières partenaires	30/06/16	SFR	DID	100 %	Le Manuel définissant les modalités "voie rapide" pour la phase-pilote a été finalisé en juin 2016. Les conventions elles aussi ont été finalisées en juin 2016 et signées progressivement par les IFR

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
25	65	Procéder aux formalités de création du guichet de transit et anticiper la mobilisation des ressources (à partir du Compte Désigné) permettant d'alimenter ledit guichet à travers l'ouverture d'un compte bancaire à la signature du PEA-Jeunes, destiné à recevoir les ressources pour les kits	30/05/16	SFR	RAF, MINADER, CAA	100 %	Le Guichet de transit a été ouvert à la CBC-Bank le 30 mai 2016 suite à la demande exprimée par PEA-Jeunes le 26 avril, signée par le MINADER le 03 mai et transmis à la CAA le 10 mai. Ce compte a permis le 03/08/2016 de mobiliser les ressources à partir du compte désigné du PEA-Jeunes. Les ressources pour le financement des kits ont été transférées de manière progressive aux EMF.
26	66	Partager le rapport d'identification des IFR (dans le Littoral et le Sud) élaboré par PADMIR pour discussions avec les partenaires et suite à donner quant à la poursuite des activités d'identification	30/06/16	SFR		100 %	Le rapport produit par PADMIR a été partagé avec le personnel du PEA-Jeunes et avec DID. PADMIR a clôturé.
27	66	Finaliser les activités d'identification des IFR avec un accent sur les régions du Centre et du Sud	Continu	SFR	PADMIR	Non échu	RAS
28	67	Initier une rencontre mensuelle de concertation avec DID et PADMIR aux fins de corriger le déficit de communication, l'absence de concertation entre ces partenaires et la programmation et veiller à ce que les deux partenaires soient conviés aux sessions de planification des activités	Continu	SFR		100 %	Les rencontres mensuelles se tiennent depuis le mois de mai 2016 avec DID et PADMIR. La communication entre DID et PADMIR et avec PEA-Jeunes s'est améliorée. Ces partenaires seront conviés aux sessions de planification du PTBA 2017 qui aura lieu en Novembre 2016
29	68	valider les conventions PEA-Jeunes et IFR (comprenant une convention d'adhésion, une convention cadre de refinancement et une convention de financement de la phase-pilote) dans les meilleurs délais, de préférence avant la fin du mois d'avril 2016 et de passer à la signature avec les IFR favorables au partenariat avec le Fonds de Facilitation pour le financement des jeunes	30/06/16	SFR	DID, PADMIR, CE-URAC	100 %	Les conventions ont été validées le 30 avril 2016 (en collaboration avec DID). Ensuite, ces conventions ont été envoyées aux IFR pour signature et avis le cas échéant. Les conventions sont signées avec les IFR favorables au partenariat avec le Fonds de Facilitation pour le financement des jeunes
30	71	Impliquer le Fonds de Facilitation (DID) dans les campagnes d'information pour une meilleure restitution des modalités définies dans le manuel d'opérationnalisation du mécanisme de financement	Continu	SFR	DID, PADMIR	100 %	Le Fonds de Facilitation (DID) a participé aux campagnes d'information et même de formation organisées par le PEA-Jeunes. DID a été partie prenante de toutes les actions du programme en direction des IFR, et de certaines directions des CRV.
31	73	Adopter très rapidement un canevas de plan d'affaires compatibles avec les exigences des institutions financières et prenant en compte les paramètres financiers du schéma défini dans le PEA-jeunes	30/09/16	SDE	SFR, CE-URAC, SPIF	100 %	Le canevas du plan d'affaires du PEA-Jeunes a été élaboré, partagé, commenté et adopté puis diffusé aux parties prenantes.
32	73	Former les jeunes sur le canevas adopté de présentation des plans d'affaires dans le cadre du programme de formation des structures d'incubation	Continu	SFR	SDE, SFR	100 %	les conseillers des structures d'incubations (jeunes) ont été formés sur le canevas de plan d'affaires du PEA-Jeunes lors des ateliers d'internalisation de l'approche du programme, de formation des membres des CRV et pendant l'incubation. Egalement,

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
							les SIE ont été formés sur ledit canevas pendant les différentes rencontres avec le PEA-Jeunes
33	74	Baisser de moitié le nombre de jeunes prévus au financement au titre de l'exercice en 2016 quitte à se donner le temps de finaliser les arrangements opérationnels avec les partenaires, et la mise en place des supports et des compétences spécifiques requises.	30/05/16	RSE	SFR	100 %	Le nombre de jeunes prévus au financement au titre de l'exercice en 2016 a été révisé de moitié, passant de 500 à 250 jeunes.
34	76	Faire la revue de la note de cadrage pour le développement de nouveaux produits en orientant la démarche vers l'adaptabilité de l'offre existante dans les EMF partenaires actuels du PADMIR et du Fonds de facilitation, un partenariat avec les compagnies de leasing actives dans le financement du secteur agropastoral, la prise en compte des objets de financement répertoriés dans les plans d'affaires des jeunes comme nécessitant des crédits de moyen de terme, des fonds de roulement spécifiques, etc.	30/06/16	SFR	DID, PADMIR	100 %	La revue de la note de cadrage pour le développement de nouveaux produits a été faite par le PEA-Jeunes. Des échanges ont été organisés avec la participation du PADMIR et DID pour discuter des observations. Un document final a été produit au terme de cette revue.
35	77	Organiser un atelier méthodologique avec le Fonds de facilitation et les IFR partenaires pour valider la démarche proposée pour l'étude de faisabilité de 4 produits, dont 2 pour le crédit (le microleasing et l'avance sur créances) et 2 autres pour l'épargne (DAT,..)	30/08/16	SFR		100 %	Une réunion tripartite PEA-Jeunes /PADMIR/DID s'est tenue le 08/06/2016 à cet effet. Il a été convenu d'attendre de boucler le processus de financement des PIE de la cohorte pilote avant d'engager les EMF Partenaires dans une collaboration d'étude de nouveaux produits. La validation de la démarche a été reportée en début 2017
36	80	Prendre en compte dans le PTBA 2016 les activités des volets 4 et 5 de la sous-composante B2 qui n'ont pas encore connu un début d'exécution, notamment celles des volets (i) renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande et (ii) renforcement des capacités de l'ANEMCAM.	30/05/16	SFR	RSE	100 %	Les activités des volets 4 et 5 de la sous-composante B2 n'ayant pas connu un début d'exécution a été défini et intégrées dans le PTBA. La non objection du 25 mai a objecté ces activités et a assujéti la collaboration avec ANEMCAM à la tenue de son Assemblée Générale, comme faisant suite à une résolution prise lors de la mise en œuvre du PADMIR, afin de redynamiser cette association
37	80	Formaliser la convention de partenariat prévue avec l'ANEMCAM en définissant de commun accord les activités à réaliser au cours de l'exercice 2016	30/09/16	SFR	ANEMCAM	100 %	Une correspondance a été adressée à ANEMCAM réitérant la nécessité de tenue de l'Assemblée Générale avant la formalisation de la convention de partenariat.
45	98	Mettre en œuvre progressivement les activités prévues dans le cadre du genre	Continu	SGCGS	RSE	100 %	Pour plus d'efficacité, le poste du co-responsable des activités relatifs au genre (SGCGS) a été comblé et ce cadre pris service le 1er août 2016. Lors de l'atelier de planification du PTBA 2016, une activité relative à l'élaboration de la stratégie genre



N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
							du programme a été consignée. Les activités du genre seront pris en compte de façon efficace en 2017 avec l'élaboration et l'exécution de la stratégie du genre.
<b>Coordination</b>							
47	100	Procéder au recrutement du (de la) Spécialiste en Communication et Gestion des Savoirs du PEA Jeunes en transmetant sans délai les termes de référence dudit poste et les modalités proposées pour ledit recrutement au FIDA pour avis de non objection avant publication	30/08/16	CN	SPM, RAF, FIDA	100 %	La SGCGS a été recruté par décision conjointe MINADER-MINEPIA du 25 juillet 2016 et a pris service le 1er août 2016
48	104	Procéder au recrutement effectif d'un(e) Assistant(e) de Direction ayant les compétences et le profil exigés pour ce poste pour une gestion efficace et performante du Secrétariat de la CNCG	30/08/16	CN		100 %	Une assistante de direction (Mme MEKAGOUM Paule Vivette épouse MONGO) a été recruté et a pris service le 21 novembre 2016
38	85	Renforcer chaque URAC avec un (e) assistant (e) administrative et financière	30/08/16	CN		75 %	Les TdR de cette activité ont été approuvé le 26 juillet. L'Avis à manifestation d'intérêt publié et échu le 23 août 2016, avait permis de recueillir environ 80 candidatures. Le Comité Ad hoc mis en place a procédé à l'entretien des candidats short-listés. La décision de recrutement des assistants est en demande de non objection au FIDA depuis le mois d'octobre et est attendue.
39	85	Mettre en place des Comités Régionaux de Validation (CRV) pour assurer le pilotage local mais aussi valider les projets d'entreprises des jeunes	30/08/16	CN		100 %	Les membres des CRV ont été officiellement désignés (constatation des membres) le 22 juin 2016. Leur installation s'est achevé le 08/08/2016. 26 membres sur les 28 des CRV ont été formés le 23 et 24 octobre 2016 sur l'approche du programme, le règlement intérieur des CRV et sur leurs attributions.
<b>Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs</b>							
41	92	Procéder à la finalisation du manuel et du plan de suivi-évaluation du programme	30/08/16	Administrateur	RAF	100 %	Le manuel de S&E a été élaboré avec la collaboration d'une consultante. Au 30/09/2016, il reste à procéder au paiement de ses honoraires.
42	93	Prendre des dispositions pour le paiement en instance du consultant en charge de l'application informatique de S&E	30/05/16	RAF		100 %	Le consultant a accusé réception du paiement de ses frais remboursables et perdiems le 07 juin. Le PEA-Jeunes a immédiatement convenu du calendrier du déploiement de la 2ème phase de sa mission et elle a eu lieu du 16 au 31 juillet 2016. La mission a permis d'implémenter l'application de suivi.
43	93	Faciliter la deuxième mission de développement de l'application de suivi-évaluation	30/06/16	RSE		100 %	Après l'accusé réception le 07 juin du paiement des perdiems et frais remboursable de la 1ère mission du consultant, un calendrier pour la réalisation de la 2ème mission conformément au contrat du consultant a été arrêté d'accord partie. Ce programme a permis de réaliser du 16 au 31 juillet 2016 l'implémentation de l'application de suivi-évaluation et de former les principaux acteurs.

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
44	95	Finaliser les contrats des consultants et conduire l'étude d'établissement de la situation de référence (couplée à l'étude de caractérisation des bassins)	30/06/16	RSE	SDE, SPM	100 %	Les contrats des consultants (international et les nationaux) ont été finalisés en juin 2016 avec la non objection du FIDA. Les notes désignant les agents de collecte (AVZ) du MINADER et du MINEPIA ont été signées. Ces consultantes et le personnel du PEA-Jeunes a participé à l'atelier méthodologique du 04 au 07 juillet. La collecte de données de la situation de référence ainsi que de caractérisation des bassins a démarrée le 11 juillet 2016.
46	99	Elaborer les supports de communication de base du programme (stratégie de communication, charte graphique)	31/12/16	SGCG S	SPM, RAF	100 %	Des plaquettes, dépliants et T-shirt sont produits pour la communication du Programme. En outre, des gadgets de communication (affiches format A2, agenda, calendriers, etc.) sont conçus par un prestataire et la production est en cours chez un imprimeur. Du fait de la démission du responsable communication, bon nombre d'activités de communication ont été supprimées du PTBA et vont être relancée en 2017, notamment l'élaboration de la stratégie du genre
<b>Gestion financière</b>							
57	115	Assurer sans délais l'élaboration d'un plan de trésorerie mensuel et glissant sur la base du PTBA et du Plan de Passation des Marchés ainsi que des éléments de la planification rapprochée des activités; en veillant à ce que ce plan de trésorerie soit mis à jour régulièrement et porté à la connaissance de l'équipe du Programme lors des réunions de coordination	30/07/16	RAF	Personnel projet	100 %	Un plan de trésorerie a été élaboré. La planification opérationnelle des activités assortie d'un besoin mensuel en ressources sur la période juillet-décembre été faite. Après consolidation, cela a permis l'élaboration du plan de trésorerie glissant. L'élaboration du plan de trésorerie a été retardée par le temps de passation de service entre le RAF intérimaire et le démissionnaire.
55	126	Prendre des dispositions pour que la mise en œuvre des procédures de gestion de la caisse de menu dépense soit effective.	15/08/16	RAF	CN	100 %	La Caisse est fonctionnelle depuis le 10 octobre 2016. Les procédures et outils de gestion de la caisse de menues dépenses sont mis en place. L'AAF a été sensibilisée sur les procédures et outils de gestion. Les contrôles de la gestion de la caisse est régulièrement assurée par le SAF.
<b>Partenariats et dialogue politique</b>							
40	86	Prendre des dispositions diligentes pour la préparation de la requête des fonds de la coopération italienne (150 millions) dans le cadre du cofinancement de la construction de l'incubateur de référence, en collaboration avec la commission bilatérale et le MINEPAT	30/11/16	CN	RAF	100 %	
<b>Autres</b>							
49	105	Finaliser le processus de contractualisation en vue de la couverture médicale du personnel sur la base des observations du FIDA du 22 décembre 2015.	30/07/16	SPM	RSE	100 %	Les négociations avec le prestataire ont eu lieu le 09/5/2016. La non objection du FIDA sur le PV de négociation est intervenu le 19/05/2016. Le contrat de service a été signé

N°	Réf.	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 31/12/2016
				Dédié	Autres		
							entre le prestataire et le PEA-Jeunes le 25/06/2016. Le Personnel du PEA-Jeunes a une couverture médicale.
<b>Aspects fiduciaires</b>							
50	108	Organiser (i) une revue collégiale du manuel des procédures sous la responsabilité du RAF avec l'appui d'un facilitateur (ii) transmettre le manuel revu au FIDA pour non objection (iii) partager le nouveau dispositif s avec l'ensemble du personnel concerné (iv) veiller à l'application effective de ce nouveau dispositif(RAF et Coordonnateur)	31/12/16	RAF	CN, équipe PEA-Juenes	100 %	Le manuel a été révisé sous la houlette du RAF et du coordonnateur en collaboration avec le personnel du programme. Les TdR de cette mission sont élaborés et validés. la mission de révision du manuel a eu lieu à la CNCG du 24 au 29 novembre 2016. Le draft du Manuel a été partagé avec le personnel du PEA-Jeunes. La non objection suivra la validation par le Comité de Pilotage.
53	109	Remplir systématiquement et bien tenir les fiches de stocks, réaliser les prises d'inventaire physique en fin d'année et en début d'année suivante	Continu		RAF	100 %	Les fiches de stock existent et sont remplies par tout le personnel et validées par le service financier. Au 30/09/2016, toutes les immobilisations du programme sont inventoriées
51	109	S'assurer que les immobilisations sont codifiées et marquées et mettre à jour le module "Immobilisations" du logiciel TOMPRO	Continu	RAF	RAF	100 %	Toutes les immobilisations sont codifiées et marquées. Le module "immobilisations" du logiciel Tompro est mis à jour
52	109	Bien remplir et tenir le registre des ordres de mission et veiller à la justification des missions dans les délais requis	Continu	Secrétaire	RAF, Cptb	100 %	Le registre des ordres de mission a été mis en place et est systématiquement remplis avant le départ à chaque mission. L'attention du personnel a été attiré sur la nécessité de justifier chaque mission dans les délais requis (48h après la fin de la mission).
54	109	Bien remplir et tenir les registres des contrats et des factures	Continu	RAF	comptable, AAF	100 %	Le registre des contrats et celui des factures ont été mis en place et tous les contrats et factures y sont systématiquement enregistrés.
56	110	Procéder à une meilleure analyse des comptes des exercices 2014 et 2015 et à la régularisation des opérations encore en suspens dans les comptes d'avances, avant la mission d'audit	25/08/16	RAF	RAF	100 %	Les différents suspens des exercices 2014 et 2015 ont été régularisés dans leur grande majorité, mais ne sont pas tous apurés. L'audit des comptes a eu lieu en juin 2016.
58	86	Prendre toutes les dispositions pour que les fonds de contrepartie soient effectivement versés au Programme afin de ne pas compromettre la mise en œuvre des activités	30/12/16	RAF	CN	100 %	Le PEA-Jeunes a en collaboration avec le MINADER, procédé aux engagements des ressources FCP 2016. Le trésor public a liquidé le dossier. Le positionnement dans le sous compte du PEA-Jeunes est attendu
59	137	Obtenir l'accord préalable écrit du propriétaire des locaux de la Cellule Nationale de Coordination et de Gestion en prélude aux travaux de construction du bâtiment annexe pour consultant	31/10/16	SPM	CN	50 %	Le propriétaire a été informé, sensibilisé et a donné son accord verbal pour la construction dans ses locaux. Une demande lui a été adressée le 31/08/2016. Cette demande a été reprise et adressée au Cabinet en charge de la gestion des locaux. La notification de l'accord formel est attendue

Annexe 3 : Appendice 4 -Etat d'exécution des Indicateurs du PTBA 2016 au 31/12/2016-

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
<b>A : DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGROPASTORALES VIABLES</b>						
<b>A1101</b> : Réaliser l'étude de caractérisation des bassins et des filières	Nombre de rapports d'étude élaborés et disponibles	Nbre	19	19	100 %	100 %
<b>A1203</b> : Concevoir les supports d'information	nbre de supports	Nbre	10	10	100 %	100 %
<b>A1204</b> : Produire les outils d'information et de sensibilisation	nbre d'outils	Nbre	1	1	100 %	100 %
<b>A1301</b> : Contractualiser avec des prestataires de services non financiers	nbre de prestataires	Nbre	4	4	100 %	100 %
<b>A1302</b> : Organiser un atelier national de renforcement des capacités de seize (16) agents de structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports	nbre de pers formées	Nbre	16	20	125 %	100 %
<b>A1303</b> : Assurer la facilitation de l'émergence de 500 idées de projet par 4 prestataires de services non financiers.	nbre de pers sensibilisées	Nbre	500	765	153 %	100 %
<b>A1402</b> : Organiser une (01) campagne d'animation des bassins par les prestataires de services non financiers dans les bassins de production.	nbre de campagnes	Nbre	4	0	-	
<b>A1501</b> : Organiser une (01) session de sélection/validation des idées de projets par région	nbre de session	Nbre	4	4	100 %	100 %
<b>A2102</b> : Conventionner avec cinq (05) structures d'incubation	nbre de conventions	Nbre	10	10	100 %	100 %
<b>A2201</b> : Former les membres des CRV (7 x 4) sur leur rôle et attributions, et sur les outils de sélection	nbre de pers formées	Nbre	28	19	68 %	68 %
<b>A2301</b> : Assurer l'accompagnement de 300 jeunes dans les structures d'incubation	nbre de jeunes accompagnés	Nbre	300	281	94 %	94 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
A2401 : Organiser une (01) session de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes par région	nbre de session	Nbre	8	8	100 %	100 %
A2601 : Mettre en place 308 kits d'installation	nbre de kits	Nbre	308	53	17 %	17 %
A2602 : Mettre en place 22 kits de renforcement	nbre de kits	Nbre	22	3	14 %	14 %
A2701 : Prise en charge Spécialiste en création, développement des entreprises	nbre de mois	Nbre	12	12	100 %	100 %
A2702 : Prise en charge Spécialiste en Pédagogie et ingénierie de formation	nbre de mois	Nbre	12	9	75 %	75 %
A2703 : Prise en charge Spécialiste en finance rurale	nbre de mois	Nbre	12	12	100 %	100 %
A2704 : Prise en charge Conseillers d'entreprise agropastorale	nbre de mois	Nbre	94	94	100 %	100 %
A2705 : Réaliser les missions de supervision conjointe par les spécialistes des composantes	nbre de missions	Nbre	16	4	25 %	25 %
A2706 : Réaliser les missions de supervision conjointe par les Conseillers des URAC	nbre de missions conjointes	Nbre	64	16	25 %	25 %
A2707 : Appuyer les missions de supervision conjointe (par les Chauffeurs)	nbre de missions	Nbre	72	24	33 %	33 %
A3104 : Mettre en place dix (10) conseillers d'entreprises des structures d'incubation (SI)	nbre de conseillers	Nbre	10	10	100 %	100 %
A3105 : Organiser une (01) session de formation de 10 agents des incubateurs au plan technique et à la gestion	nbre d'agents formés	Nbre	24	26	108 %	100 %
A3107 : Acquérir équipements et matériels - assistance technique BIT	nombre et nature équipement	Nbre	8	8	100 %	100 %
A3107 : Recruter le personnel technique - assistance technique BIT	Nombre de personnel	Nbre	2	2	100 %	100 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
<b>A3107</b> : assurer les frais de gestion du partenariat BIT	montant des frais de gestion payé	F CFA	34510000	-	-	
<b>A3107</b> : Définir le plan de renforcement des capacités des opérateurs de facilitation et des structures d'incubation - Assistance technique BIT	1 plan de renforcement des capacités	Nbre	1	-	-	
<b>A3107</b> : Sélectionner les sensibilisateurs et sensibilisatrices pour les formations des formateurs TRIE-Assistance technique BIT	Liste des sensibilisateurs	Nbre	1	-	-	
<b>A3107</b> : sélectionner les candidats pour les formations des formateurs GERME et GET AHEAD-Assistance technique BIT	Liste des candidats sélectionnés	Nbre	1	-	-	
<b>A3107</b> : Organiser 02 sessions pilotes de Formation des Formateurs TRIE et CREE-Assistance technique BIT	Nombre de personnes formées et TRIE et CREE	Nbre	16	4	25 %	25 %
<b>A3108</b> : Équiper dix(10) conseillers en motos et portables	nbre de motos	Nbre	10	10	100 %	100 %
	nombre d'ordinateurs	Nbre	10	10	100 %	
<b>A3301</b> : Assurer le fonctionnement de 10 conseillers et de 05 structures d'incubation (SI)	nbre de mois de fonctionnement payé aux conseillers	Nbre	20	20	100 %	100 %
	nbre mois de fonctionnement des SIE	Nbre	10	10	100 %	
<b>A3401</b> : Sécuriser le site de BALAMBA devant abriter la Structure d'Incubation de Référence (SIR)	nbre de site sécurisé	Nbre	2	1.85	93 %	93 %
<b>A3402</b> : Réaliser les études techniques de la structure de référence	nbre d'étude	Nbre	1	0	-	

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
A3402 : Réaliser les études techniques spécifiques complémentaires de la structure de référence	nbre d'études	Nbre	1	0	-	
<b>B : ACCES AUX SERVICES FINANCIERS</b>						
B1102 : Réaliser les missions d'identification et de sélection des IFR partenaires	nbre d'IFR identifiés	Nbre	12	11	92 %	92 %
B1103 : Organiser des réunions de sensibilisation des IFR	nbre de réunions	Nbre	25	30	120 %	100 %
B1110 : Conventionner avec les IFRs sélectionnés	nbre de conventions	Nbre	12	11	92 %	92 %
B1111 : Financer 308 très petites entreprises en création	nbre de TPE financées	Nbre	308	2	1 %	1 %
B1112 : Financer 22 petites entreprises en développement	Nbre de PE financées	Nbre	22	0	-	
B2102 : Acquérir le mobilier de bureau - FAT DID-	mobilier de bureau acquis	Nbre	1	-	-	
B2102 : Acquérir les équipements informatiques-FAT DID-	équipements informatiques acquis	lot	1	-	-	
B2102 : Location du bureau -FAT DID-	nombre mois de loyer payé	Mois	0	-	-	
B2102 : Payer le salaire de 02 agents de suivi de terrain - FAT DID-	nombre de mois salaire agents de suivi de terrain payé	Mois	24	-	-	
B2102 : Payer le salaire des superviseurs des agents de suivi -FAT DID-	nombre de mois salaire de superviseur agents de suivi payé	Mois	12	-	-	
B2102 : payer le salaire du secrétaire-comptable -FAT DID-	nombre de mois de salaire du secrétaire-comptable payé	Mois	12	-	-	

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
B2102 : Frais d'entretien -FAT DID-	Frais d'entretien	F CFA	0	-	-	
B2201 : Mener une étude de faisabilité pour le design de 02 nouveaux produits pour le crédit	nbre de personnes formées	Nbre	2	0	-	
B2202 : Mener l'étude de faisabilité pour le design de 02 nouveaux produits pour l'épargne	nbre d'études	Nbre	2	0	-	
B2401 : Organiser deux campagnes de sensibilisation et de promotion en direction de 200 PIE.	(*) Nombre de campagne organisées	Nbre	1	-	-	89 %
	(*) Nombre des participants femmes à la formation	Nbre	65	81	125 %	
	(*) Nombre des participants hommes à la formation	Nbre	135	157	116 %	
B2402 : Organiser un atelier de formation de 40 personnels et IFR sur la gestion des risques	nbre atelier	Nbre	1	1	100 %	95 %
	Nombre de participants à l'atelier	Nbre	40	36	90 %	
<b>C : AMELIORATION DU CADRE ORGANI, POLIT, INSTIT &amp; LEGIS.</b>						
C1101 : Réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des Départements	Cartographie	Nbre	1	0	-	
C2101 : Réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE (BIT)	nbre d'étude diagnostic	Nbre	1	0	-	
C2501 : Identifier les instances de dialogue avec les jeunes entrepreneurs appuyés par le PEA-Jeunes	Nbre de cadres de concertation	Nbre	4	0	-	
	un état des lieux	Nbre	0	-	-	
<b>D : COORDINATION, GESTION, SUIVI-EVAL. DU PROGRAMME</b>						
D1101 : Construire un local pour les consultants	nbre local construit	Nbre	1	0	-	
D1201 : Acquérir un Générateur électrique de 30 KVA	nbre générateur	Nbre	2	0	-	



ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D1202 : Assurer le paiement d'un véhicule Station Wagon	nbre station Wagon	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1203 : Assurer le paiement d'un Pick-Up	nbre pick-up	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1204 : Acquérir 08 ordinateurs portables pour cadres de la CNCG	nbre d'ordinateurs portables	Nbre	8	8	100 %	100 %
D1206 : Acquérir 03 coffres fort	nbre de coffres fort	Nbre	3	0	-	
D1213 : Acquérir un logiciel de Paie de TOMATE compatible au TOM2PRO et former les utilisateurs	nbre logiciel de paie	Nbre	1	0	-	
D1301 : Prendre en compte la tenue du lancement officiel du Programme	nbre atelier	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1304 : Organiser deux sessions du Comité de Pilotage	nbre de sessions	Nbre	2	1	50 %	50 %
D1305 : Apporter un appui institutionnel aux parties prenantes de la mise en œuvre du Programme	Nombre appui apporté	Nbre	4	3	75 %	75 %
D1306 : Tenir 3 réunions trimestrielles de validation des données	nbre de réunions	Nbre	3	2	67 %	67 %
D1307 : Tenir les réunions techniques avec les partenaires	nbre de réunions	Nbre	20	18	90 %	90 %
D1308 : Organiser l'Atelier de planification du PTBA 2017	Nbre atelier	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1401 : Elaborer, valider le manuel de suivi-évaluation du programme et former le personnel	nbre manuel	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1402 : Réaliser une enquête de référence	nbre étude	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1403 : Réaliser une enquête SYGRI	nbre étude	Nbre	1	1	100 %	100 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D1405 : Renforcer les capacités du personnel du Programme	nbre de cadres formés	Nbre	10	20	200 %	100 %
D1406 : Réaliser le cahier de charges de la construction du Local annexe	nbre cahier de charges	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1408 : Organiser un atelier de formation de 20 personnes (des membres de la Commission Spéciale de Passation des marchés et les cadres du Programme) sur les procédures FIDA	nbre de cadres formés	Nbre	20	0	-	
D1409 : Organiser une Mission de suivi FIDA/Gouvernement	nbre mission	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1412 : Réviser le manuel de procédures assorti d'un atelier d'appropriation	nbre de révision du manuel de procédures Adm. Fin. et Cpt	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1414 : Elaborer une application informatique de gestion des données du système de suivi-évaluation et former les utilisateurs	nbre d'application	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1415 : Organiser un atelier de formation des AAF des URAC à l'utilisation de TM2PROMO	nbre de personnes formées	Nbre	10	0	-	
D1416 : Réaliser l'audit annuel 2015 des comptes et des états financiers du Programme	Rapport d'audit	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1417 : Organiser l'atelier d'internalisation de l'approche	nbre de participants à l'atelier	Nbre	25	29	116 %	100 %
D1501 : Réaliser les missions de Supervision CNCG et tutelle	nbre de missions effectuées	Nbre	2	1	50 %	50 %
D1502 : Mission d'échange d'expérience auprès d'un partenaires	nbre de missions effectuées	Nbre	1	0	-	
D1503 : Missions de supervision Coordonnateur National	nbre de missions effectuées	Nbre	12	12	100 %	100 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D1504 : Réaliser les missions de supervision conjointe (RAF, RSE, SGCGS, COMPTA, SPM)	nbre de missions effectuées	Nbre	12	12	100 %	100 %
D1505 : Missions Chauffeurs (05)	Missions Chauffeurs (05)	Nbre	12	12	100 %	100 %
D1506 : Carburant pour les missions de supervision	montant	F CFA	4	3	75 %	75 %
D1507 : Prendre en compte la participation au Forum annuel du FIDA	nbre	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1601 : Paiement salaire Coordonnateur National	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1602 : Paiement salaire Responsable administratif et financier	nbre de mois	Mois	12	8	67 %	67 %
D1603 : paiement salaire Responsable Suivi et évaluation	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1604 : paiement salaire Spécialiste en Passation des marchés	nbre de mois	Mois	10	10	100 %	100 %
D1605 : Paiement salaire Spécialiste en communication et gestion des savoirs	nbre de mois	Mois	9	9	100 %	100 %
D1606 : Paiement salaire Comptable	nbre de mois	Mois	12	10	83 %	83 %
D1607 : paiement salaire Secrétaire	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1608 : paiement salaire Secrétaire de direction	nbre de mois	Mois	2	1	50 %	50 %
D1609 : Paiement salaire Assistant Administratif et Financier	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1610 : paiement salaire Chauffeurs	nbre de mois	Mois	38	38	100 %	100 %
D1611 : paiement salaire Agents de sécurité (04)	nbre de mois	Mois	48	48	100 %	100 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D1612 : paiement salaire Agents de surface (02)	nbre de mois	Mois	24	24	100 %	100 %
D1613 : Charges sociales et fiscales/Employés/Employeurs/CNCG/FIDA	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1614 : Charges sociales et fiscales/Employés/Employeurs/CNCG/FCP	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1701 : Location bureau (contrat annuel à renouveler au 1er sept 2016)	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1702 : Entretien et réparation des véhicules	Nbre mois	Nbre	4	4	100 %	100 %
D1703 : Carburants et lubrifiant des Véhicules	quantité	Litre	4	4	100 %	100 %
D1704 : Acheter des Consommables et informatiques	nbdre de lot	Nbre	4	4	100 %	100 %
D1705 : Acquisition de fournitures de bureau	nbre de lot acquis	Nbre	4	4	100 %	100 %
D1706 : Acquérir les téléphones portables	Nombre lot	Nbre	6	10	167 %	100 %
D1707 : Redevance mensuelle Internet	nbre de mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1708 : Payer la consommation Electricité et Eau	nbre mois	Mois	12	12	100 %	100 %
D1709 : Frais de Communication téléphonique	nbre de mois payé	Nbre	12	12	100 %	100 %
D1710 : Assurance des véhicules à acquérir	nbre voiture assurée	Nbre	9	9	100 %	100 %
D1711 : Souscription d'une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme	nbre de mois de couverture	Nbre	6	6	100 %	100 %
D1712 : Entretien des locaux de la CNCG	nbre mois	Nbre	12	12	100 %	100 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D1713 : Appuyer le fonctionnement de la Commission Spéciale de Passation des marchés	nbre session	Nbre	48	-	-	
D1714 : Publier les Avis de marchés, les communiqués etc. dans les journaux d'annonces légales DG MARKET	Nbre de publication	Nbre	12	12	100 %	100 %
D1715 : Produire les gadgets de communication (10 000 dépliants, 1000 agendas, 1000 calendriers, 60 autocollants et 10 affiches etc.)	nbre de lots	lot	1	0.9	90 %	90 %
D1716 : S'abonner aux journaux	nbre abonnement	Nbre	4	0	-	
D1717 : Expédier les colis et documents du Programme	Nbre d'envoi	Nbre	120	60	50 %	50 %
D1718 : Entretien du matériel informatique et bureautique (équipements et logiciels)	Nombre contrat réalisé	Nbre	2	1	50 %	50 %
D1720 : Participer aux Evénements majeurs	nbre de rapports de participation produits	Nbre	12	12	100 %	100 %
D1721 : Autres frais de fonctionnement	Nbre dotation	Nbre	2	-	-	
D1722 : Revue du porte feuille Cameroun FIDA	nbre participation	Nbre	1	1	100 %	100 %
D1726 : Frais de traduction des documents	nbre de documents traduits	Nbre	40	-	-	
D2101 : Rénover les locaux pour les URAC	nbre de locaux rénovés	Nbre	4	0	-	
D2201 : Acquérir les véhicules doubles cabine 4x4	nbre de véhicules acquis	Nbre	4	4	100 %	100 %
D2202 : Acquérir les ordinateurs fixes	nbre d'ordinateurs fixes	Nbre	4	8	200 %	100 %
D2203 : Acquérir les ordinateurs portables	nbre d'ordinateurs portables	Nbre	4	8	200 %	100 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D2204 : Acquérir photocopieur moyenne capacité	nbre de photocopieurs	Nbre	4	4	100 %	100 %
D2205 : Acquérir Imprimante moyenne capacité	nbre d'imprimante	Nbre	12	12	100 %	100 %
D2206 : Acquérir le Mobilier de bureau	nbre lot	Nbre	1	1	100 %	100 %
D2207 : Installer Internet	nbre d'installation	Nbre	4	0	-	
D2208 : Acquérir et installer les générateurs électriques	nbre générateurs	Nbre	4	0	-	
D2501 : Paiement Salaire Agents de sécurité	nbre mois de salaire payé	Mois	24	14	58 %	58 %
D2502 : paiement Salaire Agents de surface	nbre mois de salaire payé (en lot)	Nbre	12	8	67 %	67 %
D2503 : Charges sociales et fiscales/Employés	nbre mois payé en lot	Nbre	12	12	100 %	100 %
D2504 : Charges sociales et fiscales/Employeur	bre mois d payé	Nbre	16	-	-	
D2505 : Paiement Salaires assistants administratifs et comptables	nbre mois de salaire payé-en lot-	Nbre	20	0	-	
D2506 : paiement Salaire chauffeurs	nbre mois de salaire payé	Nbre	12	8	67 %	67 %
D2601 : Location des bureaux URAC	nbre de mois de loyer	Nbre	12	4	33 %	33 %
D2602 : Entretien et réparation des véhicules	nbre entretien	Nbre	16	4	25 %	25 %
D2603 : Carburants et lubrifiant des Véhicules	nobre de litre consommé	Nbre	600	120	20 %	20 %

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITE	ETAT D'EXECUTION			TAUX TOTAL (%)
			VALEUR CIBLE	VALEUR REELLE	TAUX (%)	
D2604 : Consommables informatiques et bureautiques	nombre de lot	Nbre	24	0	-	
D2605 : Acquisition de fournitures de bureau	nbre de lot	Nbre	24	6	25 %	25 %
D2606 : Abonnement à internet	nbre abonnement effectué	Nbre	8	0	-	
D2607 : paiement Electricité et Eau	nbre de paiement	Nbre	8	0	-	
D2608 : Communication téléphonique	nbre de mois	Nbre	16	16	100 %	100 %
D2609 : Assurance des véhicules URAC	nbre police	Nbre	4	4	100 %	100 %
D2610 : S'abonner aux journaux	nbre d'abonnement	Nbre	8	0	-	
D2611 : Expédier les colis et documents du Programme	nbre d'envois	Nbre	240	10	4 %	4 %
D2613 : Entretien du matériel informatique et bureautique (équipements et logiciels)	nbre d'intervention	Nbre	8	0	-	
D2614 : Autres frais de fonctionnement (timbres, etc.)	dotation	F CFA	1	-	-	

Annexe 4 : Situation des marchés du PPM 2015 et 2016 au 07/10/2016

N°	Intitulé du DAO	Situation	Observation
<b>BIENS</b>			
1	Appel d'offres national ouvert N°001/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 14 septembre 2015 pour la fourniture et l'installation de mobiliers de bureau dans les Unités Régionales d'Appui Conseil (URAC) du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) du Sud à Ebolowa, du Centre à Yaoundé, du Littoral à Douala et du Nord-Ouest à Bamenda	AFRIQUE SERVICES Sarl ; 18 196 000 FCFA HT ;	Le PV de réception a été signé le 28 juin 2016 et le fournisseur payé
2	Appel d'offres national ouvert N°002/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 14 septembre 2015 pour la production et fourniture des gadgets de communication au Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes)	Ets SARKANGES et TRAGOPRES ; 16 640 000 FCFA HT	Au 31 décembre 2016, le prestataire a livré partiellement. Il reste les agendas
3	Appel d'offres national ouvert N°003/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 15 septembre 2015 pour la fourniture six (06) véhicules dont une (01) station wagon 4x4 diesel climatisée et cinq (05) pick-up 4x4 double-cabine diesel climatisés au Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) répartis en deux (02) lots	Attribué à CAMI ; exécuté et réceptionné le 02/02/2016	Exécuté et réceptionné et payé
4	Appel d'offres national ouvert N°004/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 15 septembre 2015 pour la fourniture et l'installation de matériels et équipements informatiques au Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) et la formation du personnel à l'utilisation	Notifié au fournisseur OFFICE SA le 29/03/2016 pour un montant de 29 500 000 FCFA HT	Exécuté et réceptionné le 06 juin 2016. Le prestataire a été payé
5	Appel d'offres national ouvert N°005/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 15 septembre 2015 pour l'assurance maladie et assistance du personnel et ayants droit du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes)	NSIA ASSURANCES SA : 10 899 038 francs CFA HT	Le prestataire a été payé, et le personnel bénéficie désormais de l'assurance maladie
6	Appel d'offres national ouvert N°007/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 03 décembre 2015 pour la fourniture des consommables et autres équipements informatiques, et fournitures de bureau au Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) destinés à la Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG) et aux Unités Régionales d'Appui Conseil (URAC), répartis en deux (02) lots.	ETS CHALLENGE BUSINESS : Lot1 : 7 688 000 FCFA HT Lot2 : 13 557 500 FCFA HT	Entièrement exécuté au 31/12/2016
7	DAO N°0005/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2016 DU 18/08/2016 POUR L'ACQUISITION DE 26 MOTOS TOUT TERRAIN DESTINEES AUX CONSEILLERS DES STRUCTURES D'INCUBATION ET AUX STRUCTURES DE FACILITATION DU PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT AGROPASTORAL DES JEUNES (PEA - Jeunes).	DAO lancé le 18/08/2016 ; l'ouverture des offres a eu lieu le 20 septembre 2016	Exécuté et payé
8	Demande de cotation N° 0006/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2016 DU 18 AOÛT 2016 POUR L'ACQUISITION DE 10 ORDINATEURS PORTABLES DESTINES AUX CONSEILLERS DES STRUCTURES D'INCUBATION DU PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT AGROPASTORAL DES JEUNES (PEA-JEUNES)	Le DAO a été lancé le 18 août 2016 ; l'ouverture des offres a eu lieu le 20/09/2016	Exécuté et réceptionné
9	Appel d'offres national ouvert N°04/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2016 pour la fourniture et l'installation de cinq (05) groupes électrogènes dont un (01) de 25 Kva et quatre (04) de 5 Kva au	Le DAO a été lancé ; l'ouverture des offres a eu lieu le 04/08/2016	ANO du FIDA sur la proposition d'attribution le 21 décembre 2016



	Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) et la formation du personnel à l'utilisation		
<b>TRAVAUX</b>			
10	Appel d'offres national ouvert N°008/MINADER-MINEPIA/PEA-JEUNES/CSPM/2015 du 03 décembre 2015 pour les travaux de construction d'un local pour les consultants à la Cellule de Coordination et de Gestion (CNCG) du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes) et la formation du personnel à l'utilisation	ANO du FIDA obtenu le 07/10/2016	Contrat préparé et non signé (en l'absence de l'accord écrit du bailleur)
11	DAO pour la rénovation des locaux des URAC	DAO élaboré et transmis à la CSPM pour examen le 30/09/2016	Annulé. Il est prévu de procéder uniquement aux petits travaux nécessaires pour transformer les locaux loués en bureau.
<b>CONSULTANTS</b>			
12	Recrutement d'un consultant pour la révision du cadre de résultats, l'élaboration du manuel de suivi-évaluation et supports/outils de collecte des données puis la formation des parties prenantes	Attribué à MARION TRIQUET pour un montant de 9 014 295 FCFA HT ; notifié le 07 janvier 2016	Contrat 012 ;
13	Renforcement des capacités des jeunes dans le cadre du dispositif pilote du Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)	IAO Obala ; 15 997 030 FCFA TTC ; signé le 18/01/16	Contrat 013
14	Renforcement des capacités des jeunes dans le cadre du dispositif pilote du Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)	EPAB ; 16 927 742 FCFA TTC ; signé le 19/01/2016	Contrat 014
15	Recrutement d'une expertise internationale pour la conception d'un modèle d'application informatique dynamique, fonctionnel et fiable, répondant aux besoins spécifiques de planification et de suivi-évaluation du PEA-Jeunes	Kone LACINA ; 12 605 000 FCFA HT ; notifié le 28 janvier 2016	Contrat 016
16	Recrutement d'une expertise internationale pour la réalisation d'une étude de référence SYGRI au programme de promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)	Dr HAIDARA ABDOULAYE CHIRFI ; 8 320 975 FCFA HT ; notifié le 29/02/2016	Contrat 17
17	Recrutement des consultants chargés de l'étude diagnostique, caractérisation détaillée et situation de référence des bassins de production à l'échelle de la zone d'intervention du Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)	Les contrats ont été signés le 24 mai 2016 et l'exécution est en cours	Exécuté ; le rapport a été approuvé le 31/10/2016
18	Recrutement des ONG ou des structures d'Appui-conseil chargées de la facilitation dans la mise en place du dispositif d'incubation du PEA-Jeunes dans les Régions du Centre, du Sud, du Littoral et du Nord-Ouest	L'ANO sur le PV de négociation et le contrat a été donné par le FIDA le 05/10/2016	04 Contrats signés : SAILD (Centre), AGRO PME (Littoral), SIRDEP (Centre) et CEIPE (Sud). Les structures sont sur le terrain.
19	Recrutement d'un Bureau d'Etudes pour la réalisation des études techniques, le suivi et le contrôle des travaux de construction et d'équipement d'un Centre de Référence pour l'incubation des jeunes entrepreneurs agropastoraux dans la Région du Centre	L'ouverture des propositions techniques a eu lieu le 23/08/2016. ANO du FIDA le 21/12/2016	ANO ddu FIDA pour l'attribution au Bureau D'Etudes PACE PAN ARAB CONSULTING/IDC le 21/12/2016
20	Recrutement d'un consultant en vue de l'audit des états financiers et des états annexes du PEA-JEUNES pour l'exercice 2015 incluant la phase de prédémarrage	Attribué à CAEAC ;	Le prestataire a exécuté la mission en juillet/août 2016 et soumis son rapport

Annexe 5 : Réalisations physiques et financières du PTBA 2016 au 31/12/2016